

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

18/19 | 2006

Varia

La chasse au gibier d'eau en France au 19^e siècle

Christian Estève



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1161>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Christian Estève, « La chasse au gibier d'eau en France au 19^e siècle », *Ruralia* [En ligne], 18/19 | 2006, mis en ligne le 04 mai 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1161>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

La chasse au gibier d'eau en France au 19^e siècle

Christian Estève

- 1 À l'heure où les « risques » de grippe aviaire empêchent les chasseurs de sortir leurs appelants et à une période où les opposants à la chasse marquent des points, peut-être est-il bon de renouer le fil du temps. Car se référer à l'ancien, à l'usuel, au coutumier constitue bien le socle de l'argumentaire des défenseurs de la chasse. Or, de quelle chasse s'agit-il ici ? D'abord, d'une chasse qui s'opérait dans des zones plus ou moins périphériques, mal connues parfois, élément plus ou moins repoussoir d'une économie longtemps fondée sur l'agriculture. D'une chasse pratiquée aussi sur et le long des cours d'eau, lacs ou étangs, ainsi que sur l'espace mouvant dessiné par la rencontre de la terre et de la mer. Autrement dit, un immense territoire dont le flou des contours le disputait à la variété des différents statuts juridiques. À cette incertitude permanente, s'en ajoutait une plus grande encore : celle d'un gibier apatride, n'appartenant à personne, donc à tout le monde, et pour lequel n'a jamais été si bien attribué le qualificatif de *res nullius*. Ainsi juxtaposés, ces deux éléments d'indétermination ne pouvaient guère suggérer une étude d'ensemble. Certes l'histoire des zones humides n'en est plus à ses balbutiements, notamment sous l'impulsion de Jean-Michel Derex¹, mais celle de leurs pratiques cynégétiques n'a donné lieu qu'à quelques ouvrages de droit, déjà anciens mais non moins utiles. Ainsi, pour le 19^e siècle, la question du bétail et des tensions que leurs parcours licites ou non engendraient au sein des marais communaux ou l'impact des flux marins sur le milieu agricole ont-ils été bien plus étudiés² que la chasse ou la pêche en ces contrées mouvantes.
- 2 La virginité de cet objet d'étude en des zones si fluctuantes commande donc un balisage préalable. Quels espaces doit-on prendre en compte ? Quelle législation cynégétique s'y appliquait ? Quels types de chasseurs y rencontrait-on ? Enfin, y eut-il, à l'aune des évolutions sociales et, peut-être, au gré des successions de régimes politiques, des modifications dans le domaine des pratiques ? Mais, derrière ce questionnement qui ne saurait appeler des réponses définitives, notre intention est de faire plutôt apparaître des pistes, le long desquelles quelques jalons peuvent être posés.

Mouvance et diversité d'un monde à l'image tronquée

- 3 Témoignant d'un souci environnementaliste faisant la part belle à la faune et à la flore, une définition récente tente de présenter la « zone humide » comme « une région où l'eau est le principal facteur qui contrôle le milieu naturel et la vie animale et végétale associée »³. Cela signifie donc que la présence aquatique ne doit pas être nécessairement pérenne, subtilité qu'avait fort bien notée un chasseur du 19^e siècle en distinguant les marais mouillants proprement dits ou demi desséchés, les étangs, les rivières, les cours d'eau, les lacs, les rivages et la mer⁴. On ne peut donc se contenter des 618 160 hectares de surfaces en eau (soit 1,3 % du territoire national) mentionnés d'après le cadastre en 1862⁵. Pas toujours bien évalué, le nombre des lacs et étangs ne saurait répondre de la totalité du phénomène⁶, même s'ils déterminaient les qualités cynégétiques de telle ou telle région. Tel inspecteur des Ponts et chaussées citait ainsi un total de 454 étangs recouvrant 6 274 hectares sur les 105 000 de la Brenne⁷, si bien que cette région, située à la limite du Berry et de la Touraine, passait sous le Second Empire pour le « canton le mieux fourni de gibier de toutes sortes, les chasses de la couronne exceptées »⁸. Parce que ses étangs, ses « baouques », et ses bras du fleuve, appelés « roubines », offraient aux migrateurs leur dernière étape automnale, d'autres auteurs voyaient, au contraire, dans la Camargue le premier cadre de chasse au marais⁹. Il existait aussi en Flandre, séparées par une multitude de canaux partant en tous sens, d'immenses prairies qui occupaient les vallées de la Lys, de l'Escaut ou de la Scarpe et que bécassines et marouettes fréquentaient, avant comme après les inondations. Plus au sud, en Picardie, une large zone de terre baignée s'étendait de la mer jusqu'au Laonnais. S'y rassemblaient les bécassines, les poules d'eau, les râles, les sarcelles et les halbrans. Plusieurs marécages s'étendaient aussi en retrait des rivages normands¹⁰. Les étangs des alentours de Péronne offraient de belles qualités cynégétiques¹¹. En basse Seine, le fleuve n'étant pas encore endigué, les marais se seraient étendus sur 40 000 hectares, notamment sur la rive gauche, du côté de Quillebeuf et du Marais-Vernier mais, sur la rive droite, La Harelle était très connue¹². Dans la Dombes, les inondations de l'Ain transformaient en permanence les propriétés, rendant impossible toute délimitation¹³. Question épineuse que l'on retrouvait en bord de mer, où les transformations des rivages posaient sans cesse la question de la continuité des échanges avec les eaux des étangs et des marais côtiers¹⁴. Si, généralement, la prise en compte des contributions foncières permettait de fixer les limites¹⁵, la suspension des flux faisait en principe changer de statut légal ces terrains. Ne dépendant plus du domaine public, ces plans d'eau attiraient les convoitises des riverains, d'où une série de procès entre l'État et des particuliers¹⁶. Que penser donc des estimations camarguaises de 1830, selon lesquelles l'étang de Vaccarès s'étendait sur 6 480 hectares, les autres étangs sur 4 325 hectares et les marais sur 4 185 hectares¹⁷ ?
- 4 Car c'est incontestable : au cours du 19^e siècle, les zones humides se rétractèrent, à l'instar du bassin de l'Aa qui, dès les premières décennies, subit des assèchements¹⁸. Amorcé dès le 17^e siècle, le dessèchement de la grande Moëre et de la petite Moëre, non loin de Dunkerque, s'était poursuivi au siècle suivant. Si, pendant la Révolution, l'entretien avait été plus ou moins abandonné, en 1818 il ne restait que 800 hectares sous les eaux pour une surface totale de plus de 5 000 hectares que recouvraient les deux lacs d'origine. Mais, cela n'empêchait pas, disait-on, la fréquentation des oiseaux des marais « plus nombreux que partout ailleurs »¹⁹.

- 5 En Brière, dont les habitants bénéficiaient d'une protection juridique très ancienne, les assèchements furent suivis de nombreux conflits. Initié dès les années 1770, le projet ne s'était vraiment réalisé que sous la Restauration avec l'assèchement de plus de 5 000 hectares. Un partage par moitié devait avoir lieu entre les actionnaires de la compagnie et les populations. Or, ces dernières refusèrent cette « spoliation », d'autant que la cour de cassation leur avait en 1825 accordé la « propriété possessive des marais et des terrains bourbeux ». En obstruant les canaux et en attaquant les ouvriers, dont bien peu étaient du pays, les riverains de Crossas notamment s'attirèrent les foudres des actionnaires et de l'État. Des gardes les empêchèrent d'extraire la tourbe et de conduire leurs bêtes à la pâture. Certaines d'entre elles furent abattues, d'autres pouvaient entrer mais en vertu du paiement d'un droit. En 1837, l'armée intervint et, en 1852 et 1853, les communes furent condamnées à verser 106 000 francs aux actionnaires ²⁰.
- 6 Due d'abord aux physiocrates et aux hygiénistes, une mauvaise presse entourait toutes ces zones humides, mais plus particulièrement les marais. La dénonciation de la médiocrité de ces terroirs se conjugua avec celle de la présence de miasmes porteurs de maladies ²¹. De nombreux écrits traçaient ainsi un tableau affligeant de la Brenne. En proie aux maladies, sa population ne pouvait être qu'« apathique ». De fait, l'air marécageux et la présence des étangs y auraient engendré une démographie négative. Par vanité, expliquaient certains contemporains, les grands propriétaires auraient plus cherché à étendre leurs biens qu'à les développer, laissant ainsi leurs métayers dans une gêne permanente ²². Tel conseiller de préfecture appelait de ses vœux la construction de routes. Seul moyen de développer l'agriculture locale, elle entraînerait la disparition des étangs. Ainsi, l'appellation injurieuse de *brennou* disparaîtrait d'elle-même ²³. Non moins sinistre paraissait le tableau de la Sologne avec ses populations anémiées, ses métayers peu productifs et ses grands propriétaires ayant peu de foi dans l'avenir économique de leurs biens ²⁴. Aussi prégnante fût cette image, elle tournait parfois le dos à la réalité. Durant la première moitié du 19^e siècle, la population des communes dombistes qui possédaient des étangs augmenta ainsi trois fois plus vite ²⁵. Elle ne recouvrait pas non plus les représentations des habitants. Aussi l'insalubrité et la répétition des épidémies n'étaient-elles pas toujours vécues comme une fatalité ²⁶. Autant le regard extérieur entretenait l'image d'une économie nulle et d'une fausse nécessité, autant l'autochtone voyait en son marais un véritable *eldorado*. Non seulement, il y trouvait les joncs dont le commerce apportait du numéraire, mais il se nourrissait de ses poissons et de son gibier ²⁷. En Camargue, le foulque était ainsi autorisé pendant le carême, car sa chair avait un goût de poisson ²⁸. Une pratique que l'on retrouvait dans la Dombes où l'on affirmait que les oiseaux d'eau pouvaient être assimilés aux poissons ²⁹.
- 7 Promoteurs de l'assèchement, seul capable de sortir la contrée de sa misère et de son insalubrité, et farouches défenseurs des étangs s'affrontaient dans la Brenne à coups de brochures ³⁰. Là comme dans la Dombes, certains considéraient comme intimement liées la diminution des étangs et la vitalité démographique ³¹. Néanmoins, de 20 000 hectares en 1750, la surface des étangs chuta à 8 745 en 1878 ³². Avec la loi de 1856 sur leur licitation et la convention de 1863, la compagnie des Dombes, parallèlement à la construction d'une ligne de chemin de fer, assécha environ 6 000 hectares d'étangs ³³.
- 8 En Sologne, où le prix de l'hectare était deux fois plus faible qu'en Dombes, 14 000 pétitionnaires réclamaient en 1852 la construction du grand canal de la Loire ³⁴, si bien que, de 11 693 hectares en 1830, la superficie des étangs passait à 8 946 en 1889. 91 000 hectares de bruyères humides et de queues d'étangs étaient en même temps

convertis en cultures ou en bois³⁵. Au terme de nombreux affrontements entre les tenants du reboisement et ceux qui s'y opposaient, à la fin du siècle, les qualités cynégétiques des grandes propriétés déterminaient bien davantage leur prix que leurs perspectives agricoles³⁶.

- 9 Le fond de la baie de Somme avait été gagné par les cultures, ce qui avait diminué les zones de repos pour les migrateurs³⁷. En basse Seine, certains déploraient la fin prochaine des marais. En étaient rendus responsables les endiguements, ce « travail béni par les agriculteurs et maudit par les chasseurs »³⁸. Les dessèchements y auraient, pestait-on, causé la disparition des sarcelles et des canards sédentaires, les chasseurs devant donc se contenter du passage³⁹. La multiplication des drains et des assèchements aurait fait disparaître de nombreux étangs, si bien que les canards se piquaient sur les chaumes⁴⁰. Tel chasseur de Saintes morigénait les assèchements, « la ruine du marais, le désespoir du chasseur et du pêcheur »⁴¹. Un fervent chasseur écrivait en 1889 qu'il restait toutefois encore des marais « rebelles aux pionniers de l'industrie »⁴². Déplorant aussi leur diminution, Louis Ternier notait que la civilisation était « l'ennemie du chasseur et du naturaliste », mais ajoutait que ceux qui restaient seraient encore longtemps « réfractaires aux avances des ingénieurs les plus entreprenants »⁴³.
- 10 Cette incapacité à retarder ou à réorienter les assèchements trouvait aussi sa source dans la variété des statuts juridiques qui commandaient ces zones. Si l'État restait maître des rivages et des fleuves navigables, les communautés rurales possédaient de grands espaces, soit en eau, soit seulement « humides »⁴⁴, comme les marais de Lairoux et Curson en Vendée⁴⁵. Dans l'estuaire de la Somme, la hutte d'Alcide dans *Chutt le hutteux* se trouvait bien sur un terrain communal, d'où un différend durable avec l'adjoint⁴⁶. Dans la Dombes, on appelait « brotteaux » des pâturages indivis que recouvraient annuellement les inondations de l'Ain et dont certains avaient donné lieu à des partages⁴⁷. Traversé par la Dives, le marais de Troarn aurait appartenu à la Couronne jusqu'à ce que Louis-Philippe le perdît à la suite d'un procès⁴⁸. À l'instar du droit d'évolage en Dombes, les étangs étaient entourés de pratiques, d'usages que d'aucuns décriaient comme autant de vestiges du « féodalisme »⁴⁹. La double propriété du sol et de l'eau rendait encore plus complexes les relations entre les différents ayants droit. La détention du droit de chasse pouvait donc varier entre le temps de l'évolage et celui de l'assec. Si l'indivision pouvait concerner le premier, la mise en culture lors du second passait parfois par l'existence de parcelles, appelées pies, et très précisément repérables au sol⁵⁰. Enfin, la Brière constituait une « anomalie » dans le droit français. Seuls les habitants de 21 communes riveraines qui en avaient la propriété pouvaient en jouir. La Révolution n'avait eu aucune incidence sur un statut juridique qui perdurait depuis le 15^e siècle⁵¹. Une ordonnance royale en 1838 s'était simplement contentée d'instaurer une commission syndicale chargée d'instituer et gérer différentes taxes (pacage, tourbe, pêche et chasse) pour les usagers auxquels l'étranger ne pouvait se confondre⁵². Cette construction juridique tranchait avec les 8 000 hectares des marais voisins de Donges qui appartenaient à des particuliers⁵³.
- 11 Or, c'est en ne tenant pas compte de cette grande diversité, parce que précisément ils ignoraient plus ou moins ces zones peu « humanisées » à leurs yeux, que les députés de la monarchie de Juillet votèrent, le 3 mai 1844, une loi qui, loin de tracer un cadre clairement défini, rendit problématique l'exercice de la chasse au gibier d'eau.

Ambiguïtés de la loi de 1844

Du nouveau temps de chasse

- ¹² Si, dès le Moyen Âge, la chasse au gibier d'eau n'était pas étrangère aux mœurs seigneuriales ⁵⁴, au gré de différentes luttes, procès ou contestations, elle se pratiqua aussi chez les roturiers, si bien que 1789 ne constitue pas la rupture radicale que les chasseurs lui accordent exagérément. Mais, en multipliant le nombre des propriétaires, le partage des communaux, sous la Révolution, a favorisé une chasse populaire dans des zones où elle était antérieurement très limitée voire interdite ⁵⁵. Par ailleurs, à l'issue de la loi des 28 et 30 avril 1790, le propriétaire avait acquis ou conservé la faculté de chasser en toutes saisons sur ses lacs et étangs ⁵⁶. De la même manière, les marins purent chasser toute l'année sur les rivages.
- ¹³ À la différence de la pêche, la chasse au gibier d'eau n'avait donc guère subi de restriction durant la période révolutionnaire ⁵⁷, si bien que la mise en place d'un permis de port d'armes de chasse sous l'Empire fut vécue comme un premier frein. Mais le véritable coup d'arrêt survint avec la loi du 3 mai 1844 ⁵⁸. Tout acte de chasse, quel que fût le moyen utilisé, devint assujéti à la possession d'un permis de chasse et, en théorie, seul le fusil était désormais autorisé pour le gibier d'eau. Seules les périodes de chasse pouvaient souffrir des exceptions dans la mesure où l'article 9 avait accordé aux préfets la possibilité de « prendre des arrêtés pour déterminer le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, les fleuves et les rivières ». De ces dispositions naquirent beaucoup de flou pour ce qui concernait la chasse de nuit, un réel mécontentement et de profondes disparités sur l'ensemble du territoire – un trouble que la loi du 22 janvier 1874 ne corrigea pas ⁵⁹. Bien qu'elle eût modifié les articles 3 et 9 de la loi de 1844, deux articles incriminés durant tout le siècle ⁶⁰, son élaboration ne fut pas due à la remise en cause des dispositions concernant le gibier d'eau. D'un département à l'autre, demeurèrent de nombreuses différences, comme le montre une enquête parue en 1878 dans *La Chasse illustrée*, reproduite en annexe.
- ¹⁴ L'interdiction de chasse en temps de neige posait aussi problème. Ne pas chasser dans ces conditions pour protéger le gibier terrestre s'entendait mieux que pour les volatiles, d'autant que les mares demeuraient en eau. Si la chasse en barque par tout temps se concevait, avoir les pieds dans la neige au moment du tir d'un gibier se trouvant sur l'eau n'allait pas de soi. La jurisprudence eut donc à trancher. Les 30 janvier 1844 et 29 avril 1875, les cours de Caen et Vesoul jugeaient ainsi légale la chasse par temps de neige, sous prétexte que le gibier ne laissait aucune trace. En revanche, le 10 mai 1853, la cour de Douai condamna un garde-chasse surpris en action de chasse sur le bord enneigé d'une rivière. Il semblerait néanmoins que la chasse en temps de neige fût assez souvent autorisée par les arrêtés préfectoraux, même si dans la Drôme et dans les Hautes-Alpes ce n'était pas signifié de manière formelle. En Haute-Saône, sous la monarchie de Juillet, le conseil général émettait le vœu que l'on puisse chasser le gibier d'eau sur les rivières et les étangs par temps de neige, mais dans la Meuse, il fallait demeurer dans les barques ⁶¹.

Des lieux de chasse

- 15 Si la chasse au gibier d'eau n'était permise que sur les marais, étangs, fleuves, rivières ou terrains contigus qui pouvaient y être assimilés, se posait de fait la question des berges des rivières. Quelle étendue leur accorder ? De combien de mètres le chasseur pouvait-il s'en éloigner ? D'autant de mètres que le chasseur jugeait nécessaire, s'il gardait constamment pour objectif la chasse sur la rivière (notamment dans le cadre d'une approche), considérait par exemple Paul Broy, lequel précisait cependant que les préfets et la jurisprudence avaient établi des limites très précises ⁶². Tel procureur du Puy-de-Dôme s'informait auprès de l'ingénieur des Ponts et chaussées, qui lui répondait qu'il était question de dix mètres dans le Cher ⁶³. Le 21 novembre 1844, le préfet de l'Aube prenait l'arrêté suivant : « La chasse au gibier d'eau dans les marais, étangs, fleuves rivières, est autorisée du jour de l'ouverture au 5 avril, mais sous condition que, pendant le temps prohibé, les chasseurs ne pourront sortir des barques pour tirer le gibier ». Ainsi établie, cette tolérance demeura, le conseil d'arrondissement de Troyes réclamant même en 1869 une prolongation jusqu'au 15 avril ⁶⁴. Sous le Second Empire, dans les Vosges, on ne pouvait s'écarter de plus de dix mètres ⁶⁵. Dans les années 1900, les habitants de Monteux dans la Drôme pouvaient chasser jusqu'à 30 mètres des terrains transformés périodiquement en étangs ⁶⁶. Reste qu'en s'aventurant à pied dans un marais, le chasseur prenait en revanche de sérieux risques par rapport à la loi, en raison de la définition élastique de ce milieu. Car se présentaient alors plusieurs cas de figure. Bien que gardant l'œil sur la surface liquide, le chasseur pouvait être au sec ; en passant d'une mare à l'autre, ne quittait-on pas le marais ? Pouvait-on tirer de l'eau vers un terrain sec, et donc vers un gibier qui avait toutes les chances d'être sédentaire ⁶⁷ ?
- 16 De la même manière, la définition du littoral ouvrait la porte à de nombreuses interprétations. La présence des falaises complexifiait la question, tandis que sur les côtes basses la limite atteinte par les grandes marées d'équinoxe faisait en principe office de frontière (à l'opposé des débordements des rivières) ⁶⁸. Parce qu'on avait pris l'habitude d'y chasser en tout temps, la loi heurtait incontestablement les coutumes. C'est pourquoi le conseil général de Seine-Inférieure souhaita immédiatement une forme de compromis, en votant la pratique de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau sur les rivières, les fleuves, les étangs et sur les bords de mer, en tout temps, mais seulement en barque et de jour. Dans les marais, prés salés et sur les grèves de mer, elle ne serait permise que du 20-25 juillet jusqu'au 10 mai, et le 1^{er} mai dans les prairies ⁶⁹. Plusieurs éléments pouvaient néanmoins étayer l'idée d'une complète liberté de la chasse en bord de mer ⁷⁰. Dans la mesure où la loi avait pour double vocation de veiller à la protection des récoltes et d'enrayer une supposée diminution du gibier, la nature des zones humides et des oiseaux aquatiques semblait l'accréditer. La mauvaise réputation agricole de ces zones et le caractère exotique de ce gibier ne répondaient pas de l'esprit de la loi, d'autant que l'article 9 n'avait en effet nullement fait allusion à cette question ⁷¹. De plus, selon les articles 22 et 23, parmi les personnels chargés d'assurer la surveillance et la répression, ne figuraient pas les employés de la marine. Enfin, on accordait aux oiseaux du bord de mer une réelle spécificité. Rarement en contact avec la terre ferme, si ce n'est lors de la nidification ou en cas de grande tempête, ils étaient d'abord des oiseaux marins sur lesquels la loi ne pouvait avoir prise. Bien que leur entière liberté à l'égard des terriens en fit paradoxalement la proie continuelle des chasseurs du bord de mer, les préfets des départements maritimes prirent d'emblée « des arrêtés instaurant la chasse

toute l'année, sur les côtes, les grèves de mer et même sur les grèves des rivières que le flot couvre et découvre à chaque marée » ⁷².

- 17 Reste que se dessinaient deux manières d'appliquer la loi : l'une très libérale, sur la Manche, une seconde plus rigoureuse en Méditerranée. Par son arrêté du 3 avril 1845, le préfet de Seine-Inférieure accorda ainsi de nombreuses exceptions aux habitants des communes du littoral. Daté du 15 novembre 1859, un arrêt de la cour d'appel de Rennes (« en tous temps sur les rivages, lais, relais, ports, havres, rades ») confirma l'acquiescement de deux chasseurs à l'alouette de mer prononcé par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc. Sur la grève de Paimpol, ils suivaient les oiseaux, l'un sur la terre ferme, l'autre en bateau. La chasse était fermée, mais tous deux possédaient un permis. Il était même de notoriété commune que dans tel petit port de la Manche, on chassait toute l'année... sans permis ⁷³. En revanche, dans le sud, les préfets semblaient s'appuyer sur un arrêt de la cour de cassation du 20 janvier 1860, lequel, en cassant le jugement de Rennes, avait assimilé la chasse aux oiseaux de mer à la chasse ordinaire ⁷⁴.
- 18 Cette question du domaine public maritime demeurait très vivace dans la mesure où les marins pêcheurs avaient généralement bénéficié de la gratuité du permis. C'est pourquoi, à l'automne 1844, les habitants d'Arcachon ne se sentaient pas concernés par la récente loi car, affirmaient-ils, Arcachon appartenait d'abord à l'océan ⁷⁵. Les élus de Seine-Inférieure considéraient que le permis ne devait pas être obligatoire pour chasser au filet sur le littoral ⁷⁶. D'un arrondissement maritime à l'autre, il y avait cependant des différences de traitement, lesquelles ne correspondaient pas toujours aux arrêtés du préfet départemental. En témoigne la condamnation des marins de Saint-Michel-de-L'Herm en Vendée, qui se croyaient pourtant dans leur bon droit ⁷⁷. D'après l'enquête de 1905 diligentée par le ministère de la Marine ⁷⁸, les arrêtés préfectoraux autorisaient la chasse toute l'année, au tir, jusqu'à 100 mètres du rivage dans la plupart des départements maritimes : Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Calvados, Eure, Gard, Hérault, Gironde, Ile-et-Vilaine, Manche, Morbihan, Nord, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Seine-Inférieure, Somme, Deux-Sèvres et Vendée. En Seine-Inférieure, l'arrêté réglementaire du 29 mai 1901 avait établi que l'on pouvait tirer les oiseaux de mer en tous temps jusqu'à 500 mètres du rivage, ainsi que sur la Seine, mais en barque. En revanche, celui du 3 janvier 1912 limita à 100 mètres la partie côtière où c'était autorisé toute l'année ⁷⁹.
- 19 En l'absence de textes clairement établis concernant la chasse en mer, trois orientations distinctes apparurent peu à peu ⁸⁰. La première prévoyait l'obligation du permis. La deuxième niait celle-ci, mais considérait comme un délit le fait de tirer un oiseau venant de la terre ferme. Enfin, plusieurs juristes concluaient par une autorisation de chasse permanente et sans permis, en s'appuyant sur le silence de la loi ⁸¹.
- 20 Pour ce qui concernait les fleuves et rivières navigables et flottables ⁸², deux points de vue s'affrontaient : l'un qui, en l'absence de loi explicite, n'attribuait aucun droit exclusif à l'État d'où une liberté totale de chasse, une liberté assimilable à celle du bord de mer ou même en mer. Un second qui lui reconnaissait ce droit, tout comme sur les îles, en raison de la possibilité de l'affermier et de différents arrêts ⁸³. La concession à titre gratuit ou onéreux par l'État du droit de chasse nécessitait cependant l'autorisation des riverains ⁸⁴.

Du gibier d'eau ⁸⁵

- 21 L'article 9 de la loi du 3 mai 1844 en était demeuré au terme de « gibier d'eau », écartant derechef la problématique migratoire ⁸⁶. Il se heurtait aussi à la réalité des vocabulaires régionaux. C'est pourquoi, durant l'été 1844, le conseil général du Var avait dénoncé l'absence de définition précise dans la récente loi ⁸⁷. En 1860, la cour de Colmar proposait la sienne : « un animal vivant dans l'eau, au bord, et y trouvant sa nourriture ». De fait, la loutre et la martre entraient dans cette catégorie, tout comme le phoque qu'on chassait au Crotoy ⁸⁸. Inclure le gibier d'eau dans la catégorie des oiseaux de passage prenait donc la législation à revers. En Normandie, on ne faisait pas de distinction ⁸⁹. Nonobstant les cas de la poule d'eau ou du râle d'eau, considérés comme non migrateurs, une telle assimilation accordait aux préfets le droit de déterminer les procédés pour chasser le gibier d'eau, point que la loi de 1844 n'avait pas prévu. Alors qu'un arrêt de la cour de cassation rejetait, le 9 juillet 1861, cette interprétation, une circulaire du ministre de l'Intérieur, adressée treize jours plus tard aux préfets, les autorisait à prendre de telles initiatives ⁹⁰. Enfin, le ministre de l'Agriculture reprocha au préfet de Seine-Inférieure d'avoir, dans son arrêté de 1897 portant sur les chasses exceptionnelles, confondu les oiseaux de passage et le gibier d'eau. C'était contraire, expliquait-il, à la loi de 1844 qui avait confié aux préfets des attributions bien distinctes pour ces deux catégories. Son règlement portant sur le gibier d'eau ne pouvait donc s'appliquer qu'aux oiseaux d'eau sédentaires et de passage sans distinction – mais à eux seuls ⁹¹.
- 22 Tout reposait donc sur le préfet. Tenu de prendre l'avis du conseil général, il n'était pas forcé de s'y plier. Mais il semblerait que présidait la bonne entente, du moins un savant dosage de libéralisme et de contrôle. En 1844, les élus de Charente adoptèrent ainsi toutes les orientations préfectorales. Et pour cause. Si le préfet avait considéré que le temps ordinaire de la chasse suffirait pour celle des oiseaux de passage, tout comme l'usage exclusif du fusil, il avait par ailleurs prévu d'autoriser d'autres procédés sur les communes du littoral. Il allait très loin dans le respect des usages : « Ainsi, il ne peut y avoir aucun inconvénient à considérer comme oiseaux de passage tous les oiseaux de mer et en permettre la chasse en tous temps, soit au fusil, soit au moyen de filet en usage sur les bouchots ». Il se disait prêt à permettre l'usage des filets appelés nattes pour la chasse des pissous sur le littoral (jusqu'à quatre kilomètres à l'intérieur des terres), mais de l'ouverture jusqu'au 1^{er} novembre. D'un côté, il ne voyait pas d'utilité à étendre pour le gibier d'eau le temps de chasse en dehors de la période ordinaire, de l'autre l'apparition de la neige ne l'en empêcherait pas ⁹².
- 23 Cette distinction, entre gibier d'eau et oiseaux de passage, présentait un avantage pour les chasseurs au gibier d'eau. Car les jeunes oiseaux, nés pendant l'été et privés d'ailes, échappaient à une classification comme « oiseaux de passage » et pouvaient donc entrer dans cette catégorie, ce qui permettait leur chasse en cas d'ouverture anticipée. Pouvaient aussi jouer d'autres considérations ornithologiques. N'était-il pas tentant de classer comme nuisibles les hérons et les grues qui mangeaient beaucoup de poissons ⁹³, et ainsi réclamer une extension presque illimitée de leurs temps de chasse ? De la même manière, le conseil général de l'Eure souhaitait que l'on ne considérât point comme gibier « les chevaliers ou culs blancs et petites de mer que l'on chasse en bateau le long des berges des rivières » ⁹⁴.

Des modes et procédés

- 24 N'utilisant pas forcément des fusils, chasseurs mais aussi pêcheurs durant la mauvaise saison prenaient les canards sur la Seine et dans les parties marécageuses proches de la Loire. Vers Angers et Saumur, 5 à 6 000 canards étaient expédiés chaque année à Paris. La plupart de ceux qui étaient mangés dans la capitale provenaient de Picardie. Le pâté d'Amiens était bel et bien un pâté de canard. Dans les prairies inondées, on plaçait traditionnellement des lacets formés de trois crins qu'on attachait à un piquet, des collets, des filets⁹⁵. Particulièrement efficaces, les filets traîneaux avaient longtemps permis de prendre de nuit des centaines de bécassines dans les marais de Vateville et Jumièges. Dans cette Seine-Inférieure très propice au passage, les habitants utilisaient aussi des filets nappes ou des collets à crin⁹⁶.
- 25 Objet de nombreuses incriminations, l'article 9 de la nouvelle loi ne permettait pas au préfet de déterminer les procédés de la chasse au gibier d'eau. Rien n'avait été prévu en la matière. *A priori*, seul le tir était autorisé, ce qui fut largement admis dans plusieurs départements. Dans le Lot-et-Garonne, on ne chassait le gibier d'eau qu'au tir et que pendant l'hiver ; il n'y eut donc pas de mécontentement. Dans l'Aisne, ce fut jusqu'au 15 avril ; dans la Sarthe, le tir fut autorisé en juillet. Les chasseurs de Mayenne bénéficiaient eux aussi du mois de juillet pour suivre leur chien d'arrêt, le fusil sur l'épaule, mais à condition de ne pas pénétrer sur les terrains voisins. Autour de Saintes, on prenait le bateau pour arpenter les prairies recouvertes à la suite des crues. Entre Cayeux-sur-Mer et Ault, dans l'arrondissement d'Abbeville, le Hâble d'Ault était un étang d'eau douce séparé de la mer par un banc de galets de 50 à 300 mètres de large, sur 3 kilomètres de long. Seul un déversoir permettait au trop-plein de gagner la mer. Idéal, le lieu était très prisé de tous les connaisseurs. On y utilisait notamment en décembre des bateaux pour fouiller les anses d'où s'envolaient les foulques⁹⁷. En Camargue, on chassait à pied en suivant son chien, le marais constituant alors une « boîte à surprise ». La prudence s'imposait alors. Pendant l'été, on utilisait le bateau mais on pouvait aussi suivre les cours d'eau ou s'aventurer en mer. La rencontre fortuite avec les taureaux ajoutait à la difficulté causée par la chaleur et les moustiques⁹⁸. Les chasseurs de l'Ain bénéficiaient du mois d'avril pour chasser au chien d'arrêt les bécassines, les sarcelles et les canards. En Côte-d'Or, la chasse était permise du 1er août au 1er avril, avec fusil et canardière, mais en dehors du temps de chasse ordinaire, il était interdit de descendre des barques pour tirer. En Alsace, il existait des étangs totalement clos et munis d'un système de canaux et de filets qui conduisaient inexorablement les oiseaux vers la canardière⁹⁹.
- 26 L'affût n'étant pas interdit par la loi de 1844, l'autorisation préfectorale perdait même de sa nécessité pour ce qui concernait les gabions, huttes, fixes ou roulantes. Seules ces dernières ne pouvaient être autorisées sur les routes. L'usage des loges et gabions ne fut pas remis en cause dans le Calvados. Le « tonneau » était fixe, le hutteau mobile. La hutte qui prenait le nom de gabion au bord de la mer était, à l'arrière du rivage, souvent maçonnée. Là, noyé dans la solitude nocturne, le chasseur à la simple hutte s'imposait l'immobilité au point d'en faire un « exercice philosophique », mais qui n'était pas sans danger¹⁰⁰.
- 27 Voulant d'abord combattre le braconnage, la loi de 1844 s'était attaquée à l'éradication des filets. Mais il est vrai que cette lutte avait d'abord pour but de protéger le gibier de

plaine : les alouettes, les perdrix... Les cailles avaient ainsi bénéficié d'une protection, dont le Midi devait *a priori* payer les frais. Comme l'écrivait Gadebled, « le législateur s'est proposé d'atteindre des habitudes nuisibles ou coupables, mais non de contrarier des habitudes innocentes ou d'enlever à des populations entières, des industries qui s'exercent loyalement depuis un temps immémorial »¹⁰¹. Pour autoriser un mode spécifique, il fallait donc que l'oiseau témoignât d'une double appartenance : gibier d'eau et de passage, à l'instar de la bécassine. La réalité du phénomène migratoire permettait donc aux préfets de prendre des mesures spécifiques pour déterminer des procédés propres au gibier d'eau. Dans ces conditions, filets, pièges ou lacets eussent pu justifier la pérennité de leur utilisation¹⁰². Que dire donc du badinage, méthode qui consistait à utiliser un chien qui ressemblait à un renard ? Effrayés mais décidés à le chasser, les oiseaux se rassemblaient autour de lui pour le faire partir en poussant des cris stridents¹⁰³. Autrement dit, dès les premières délibérations des conseils généraux de l'été 1844, apparurent des tentatives pour obtenir le maintien des anciennes pratiques. Dans l'Hérault, on voulut ainsi continuer à utiliser des filets et des lacets sur les plages et les marais non cultivés. Après avoir pris connaissance de plusieurs lettres et brochures revendicatrices, les élus du Gard optèrent non seulement pour la prolongation de cette chasse en mars, mais aussi le maintien de l'utilisation des lacets et des filets tendus dans l'eau. Dès 1845, les élus de la Manche souhaitaient l'autorisation des sauterelles et des lacets dans les marais et... la baisse du prix du permis à quinze francs¹⁰⁴. Si aucune période exceptionnelle ne fut admise dans le Vaucluse, les conseillers s'accrochèrent au maintien de l'usage des filets à larges mailles¹⁰⁵. En Haute-Marne, du 1er août au 15 avril, la pose de filet fut autorisée, à condition pour le chasseur de ne pas se déplacer. Le préfet du Loir-et-Cher permettait l'usage des filets pour prendre les pluviers et les vanneaux, mais en les assimilant à des oiseaux de passage. Hormis le fusil (seul permis pour les rivières), les chasseurs mosellans pouvaient prendre le gibier avec des hameçons et des filets sur les étangs et dans les marais. Le conseil général de Seine-Inférieure tenait au maintien des rets pour le vol, des pentières et lignettes pour les alouettes, et des nappes pour les petits oiseaux au bord des mares¹⁰⁶.

- 28 Daté du 12 mars 1856, un arrêt de la cour d'Aix créa une jurisprudence favorable aux chasseurs des littoraux en assimilant la chasse en bateau à une simple pêche : « Le fait de prendre du gibier d'eau au moyen d'embarcation sur la mer ou sur les étangs salés qui en dépendent ne tombe pas sous le coup de l'application de la loi de 1844 ». Cela ouvrait la porte aux utilisateurs de filets mais aussi peut-être à ceux qui chassaient de nuit¹⁰⁷. De manière surprenante, il existait aussi des pratiques de pêches au fusil, pour le mulot dans les estuaires, pour la truite dans l'Aveyron... Permis tout au long de l'année, semble-t-il, elles apparaissaient comme peu productives. Tout en étant destructrices pour le poisson, elles offraient inévitablement aux pêcheurs la possibilité (ou tentation) de se muer en chasseurs occasionnels en périodes de fermeture¹⁰⁸.

Approches sociales

Le chasseur au marais

- 29 Il existait donc une chasse « populaire » propre aux zones humides¹⁰⁹. L'habitant ou le riverain du marais ne pouvait rester étranger aux bienfaits que la nature lui apportait. Cette activité est cependant difficile à évaluer car cette population plus ou moins

marginale n'a pas laissé de mémoires, pas plus qu'elle ne se pliait nécessairement à l'obligation du permis.

- 30 D'octobre 1805 à janvier 1806, le préfet de l'Eure délivra 951 permis dont 243 gratuits. En 1806, 474 habitants des Bouches-du-Rhône et 502 de la Gironde en prenaient un, 501 habitants de l'Hérault l'année suivante. Le 30 septembre 1812, le département de Seine-Inférieure comptait 428 porteurs de permis. Or, sur les 337 délivrés au 3^e trimestre, 152 l'avaient été à des Rouennais. Les habitants des villes (Rouen, Dieppe, Le Havre...) étaient sur-représentés, autrement dit les négociants, les propriétaires, mais aussi les gardes particuliers ¹¹⁰. Après qu'au début de la Restauration le prix du permis de port d'armes fut abaissé à quinze francs, le nombre de permis en Seine-Inférieure passa de 355 en 1816 à 1693 l'année suivante ¹¹¹, sans pour autant que les classes populaires suivent le mouvement.
- 31 Reste que les petits propriétaires, dont les biens constituaient des enclaves au milieu des marais communaux, étaient autorisés à établir des huttes. Témoigne aussi de cette « petite » chasse l'utilisation de la présence dans les marais des animaux domestiques. Véritables auxiliaires, bovins et chevaux servaient alors d'abri pour approcher les oiseaux. Dans la Dombes, le droit à l'affût constituait « un contrepoint intéressant à la chasse privée », note Laurence Bérard : les habitants de l'arrondissement de Trévoux pouvaient ainsi tous les jours, matins et soirs, se placer sur les chemins communaux pour la passée au gibier d'eau ¹¹². En Camargue, il existait des marais et des étangs communs. Sur ces derniers, la chasse était banale et libre. Une telle liberté engendrait des allées et venues au crépuscule et à l'aube. À Mauguio, on chassait, semble-t-il, toute la semaine. Les pêcheurs arpentaient le pays, le fusil à l'épaule. Tel chasseur rappelait que d'octobre à mars, 300 à 400 oiseaux étaient tués tous les jours, soit au fusil de jour et de nuit, soit pris aux « cabussières », et surtout sans incidence sur le nombre, affirmait-il ¹¹³. Au milieu du 19^e siècle, la compagnie à qui l'État avait concédé d'immenses territoires pour exploiter les marais salants avait accordé à ses ouvriers le droit de chasse et de pêche ¹¹⁴. À Saint-Valéry-sur-Somme, s'était formée, sous le Second Empire, une société ayant pour but la mise en commun des terres pour l'exercice du droit de chasse ¹¹⁵. Une telle initiative avait largement présidé au développement de la chasse à la sauvagine qui, vingt ans plus tard, apparaissait comme très active ¹¹⁶. À La Harelle d'Heurtauville, certains propriétaires et quelques braconniers avaient longtemps eu l'habitude de « chasser » les canards pour la saint Pierre (29 juin, fête patronale). Trop jeunes, les halbrans étaient pris au nid. Quelques jours plus tard, les jeunes chasseurs arrivaient de Rouen. Moyennant cinq francs qu'ils versaient aux propriétaires de la Harelle, ils prenaient part à cette « intéressante lutte d'adresse » qui s'opérait en plein mois de juillet, « les pieds dans l'eau chaude ». Cette « grande fête » durait trois jours, constituant une source de profit pour « les gens de la Mailleraie, de Trait et d'Heurteville » et d'autant plus appréciée par les habitants qu'elle ne présentait aucun inconvénient pour l'agriculture dans la mesure où l'on n'y rencontrait que des roseaux ¹¹⁷.
- 32 De fait, la chasse au marais concernait aussi l'habitant des villes. J.-B. Bergère, marchand de bois de Lusigny dans l'Aube, entendait bien chasser aux canards sur ses étangs à partir du 1^{er} juillet ¹¹⁸. S'apprêtant à partir au marais avec son fusil, un habitant de Caen était arrêté en pleine rue par des soldats, le 2 décembre 1851. Un autre jour, il s'était trouvé poursuivi par des bœufs en plein cœur du marais ¹¹⁹. Un vétérinaire de Saintes y voyait un « délassement aux fatigues de notre vie intellectuelle » ¹²⁰. Tel manufacturier d'Elbeuf eût aimé s'entraîner avec son chien d'arrêt en des périodes de fermeture ¹²¹. Des bourgeois de

Rouen, à l'instar de ce docteur « enragé », partaient à la poursuite des bécassines quelques jours avant l'ouverture ¹²². Plusieurs chasseurs de Montpellier et de Cette (Sète) demandèrent en 1847 la prolongation jusqu'au 15 mai de la chasse dans les marais, au moment du passage des oiseaux aquatiques ¹²³.

- 33 Cela signifie qu'on arrivait de l'extérieur pour chasser. Aussi se plaignait-on déjà en 1849 dans le Calvados que le prix du permis ne profitât pas forcément à la commune, sur le territoire de laquelle opérait un chasseur venu d'ailleurs ¹²⁴. Tel avocat de La Teste dénonçait les 15 000 Bordelais qui se rendaient à la chasse tous les dimanches quand il n'y avait pas plus d'un dixième de porteurs de permis ¹²⁵. En Brière, pour la chasse et la pêche, on finit par accepter des « étrangers », à charge pour eux de payer des taxes plusieurs fois supérieures à celles des autochtones ¹²⁶. Les habitants de Nantes pouvaient se rendre dans la baie de Saint-Nazaire pour chasser le canard dans une sorte de prairie inondée l'hiver et qui faisait office de champ de courses le reste de l'année ¹²⁷. Autour du lac de Grand-Lieu, on louait des « tonnes », sortes de barriques défoncées qui présentaient bien peu de confort ¹²⁸.
- 34 De tels déplacements posaient le problème des relations entre les autochtones et l'« étranger ». Vieille histoire, qui dure encore, mais dont on aurait tort de souligner excessivement le caractère conflictuel. De la même manière que la présence d'un équipage de vénerie engendrait une activité « économique » dans son sillage, celle de chasseurs urbains venus dans le marais présentait des avantages matériels. Le développement de l'hôtellerie rendait compte de l'arrivée de ces chasseurs « étrangers », tandis que le chemin de fer avait rapproché Paris d'Abbeville. Signe de ces nouvelles migrations cynégétiques, dès la fin de la monarchie de Juillet, les premières mares artificielles étaient apparues de la baie de Somme à la baie de Canche. Pour les habitants riverains du marais de Troarn, à côté de Caen, la chasse, tout comme la pêche, commençait à constituer une véritable « industrie ». Non seulement, les gabionneurs « travaillaient » toutes les nuits, usant de leur canardière pour le gros gibier mais, de jour, ils faisaient office de « porte planche », c'est-à-dire de guide pour le chasseur « étranger » qui voulait s'aventurer dans le marais avec son chien. En basse Seine, les porte-carnier se recrutaient chez les marins, les pêcheurs de crevettes, les gardiens d'herbage ou de troupeaux et les ouvriers agricoles. À marée basse, on pouvait traverser à pied la baie de Somme, entre Le Crotoy et Saint-Valéry, avec « un homme du pays qui transportait sur son dos le hutteau ». À propos de la Brière, Jean de Witt évoquait le « pilote de marais ». En Provence, le « conducteur », chasseur lui-même, accompagnait en bateau les tireurs. Les chasseurs locaux se recyclaient donc en guides et accompagnateurs, tel ce Firmin qu'évoquait le châtelain de Gruchet-le-Valasse en 1864 : « [...] J'allais oublier de vous offrir la silhouette de Firmin, le Nestor des guides... Firmin, pêcheur, chasseur et loustic tout à la fois, type de son espèce, grand, sec, d'une force prodigieuse ; tout muscles et tout os, pas une once de graisse sur le corps ; belle figure du reste, et puis sobre, patient, infatigable comme un Arabe... Firmin est le bas de cuir du marais, il connaît toutes les malices, toutes les roueries de la sauvagine » ¹²⁹.
- 35 Cette « sous-traitance » cynégétique s'accordait aussi avec une présence nobiliaire. Car la noblesse, ancienne, récente, ou douteuse n'était pas non plus étrangère à ce type de chasse. M. d'Aqueville possédait ainsi un étang à Ribeaupillé. Très célèbre, la Grand'Mare appartint pendant une trentaine d'années à M. Desgenétais. Le duc François de La Rochefoucauld et son frère, le comte Alfred, en avaient d'abord affermé le droit de chasse. Puis, en raison de leur éloignement de leur propriété de Montmirail dans la Marne, ils

cédèrent le bail à M. Capron et M. Rouy. Le premier avait aussi momentanément loué dans la Somme le Hâble d'Hault. Le second détenait, près de Grandville, la Mare de Bouillon en association avec M. Jorré. Située à moins d'un kilomètre de la mer et constituée par un renflement de la rivière, le Thar, elle s'étendait sur 70 hectares entre deux collines surmontées des villages de Kairon et Bouillon. Elle avait, avant la Révolution, appartenu à la famille Bouillon, dont tous les membres étaient d'émérites chasseurs. Un meunier l'avait alors achetée, rendant la chasse et la pêche entièrement libres. Sous la Restauration, les Bouillon la récupérèrent et la revendirent donc plus tard avec toutes ses dépendances à M. Jorré. Comme toutes les autres chasses de ce type, elle était soigneusement gardée et s'accompagnait d'une gestion rationnelle du gibier. C'est que Jorré n'y chassait que douze fois par an, abattant à chaque sortie environ 300 pièces. Parallèlement, la pêche y était prolifique, en dépit de la concurrence des loutres ¹³⁰.

- 36 À la fin du Second Empire, Vasse était installé en basse Seine au château de Gruchet-Valasse ¹³¹. Avec son épagneul, il tuait annuellement (selon son carnet de chasse) au marais de Radicatel près de 3 000 pièces, dont deux tiers de bécassines. Élevé dans cette passion, son fils Guillaume fit ses premières chasses à Mélamare chez un industriel de Rouen : Desgenétais. Puis il fréquenta « le marais des princes » à Petitville. Les cinq enclos qui le constituaient étaient détenus par de grands noms : le comte d'Hundstein, la princesse de Beauvau... Tel régisseur ou notaire de Lillebonne y bénéficiaient aussi de jours de chasse. En 1885, le père vendit à madame Desgenétais sa propriété et se rabattit sur le château de Tancarville qu'il loua au comte de Lambertye, un rude chasseur lui aussi qui avait épousé la fille de l'ancien ministre Pouyer-Quertier. Se retrouvant ainsi à douze kilomètres du « marais des princes », le fils abandonna ses actions de chasse, et se rabattit momentanément sur les trois chasses de plaines qu'il possédait à 18 kilomètres de là. Son témoignage présente un grand intérêt, car il révèle une véritable adaptation cynégétique. Les difficultés grandissantes de la chasse aux marais en raison de leur diminution le poussèrent à s'orienter vers la chasse au gabion. C'était une chasse qu'il ne semblait pas priser, mais faute de mieux il s'y était résolu. Cette modification des pratiques n'était pas sans conséquence financière. Il commença donc par acheter un terrain au bord du chemin de Lillebonne à Honfleur, où il fit d'abord construire une maison pour son fidèle portecarnier. D'un montant de 1 000 francs, suivit l'installation d'un gabion, juste en face du bac de Hade. Le creusement de la mare nécessita une dépense analogue. Auparavant, il avait dû traiter avec l'administration des Ponts et chaussées pour louer au domaine public le terrain. Le bail portait sur 16 ares. Chaque année, il devait verser 40 francs au receveur des domaines de Saint-Romain de Colbas ¹³².
- 37 Tout comme à propos du littoral de la Manche, le chemin de fer donna une impulsion décisive à la Sologne, laquelle reçut l'image positive de « l'arrivée » de Napoléon III ¹³³. Construction de châteaux et création de chasses gardées accrurent la mainmise des Parisiens sur la contrée ¹³⁴. Oubliant les supposés miasmes, les châtelains s'aventuraient en milieu humide. Propriétaire au château de Foujouan, M. de Rodeys chassait ainsi les canards en bateau sur ses étangs ¹³⁵.
- 38 À la fin du 19^e siècle, les soyeux lyonnais, qui avaient pris soin de conserver leurs étangs tout en ayant constamment appelé de leurs vœux les assèchements ¹³⁶, prenaient le train le vendredi soir ou le samedi matin, se regroupant parfois à la gare de Villars-les-Dombes. La présence de tout ce beau monde engendrait une activité créatrice d'emplois et participait du développement de l'hôtellerie ¹³⁷. En Camargue, les richissimes Marseillais seraient arrivés à la même époque. Tout comme en Sologne, cette installation avait

contribué à l'augmentation du prix des terres. Les autres grands propriétaires : de Vogüé, de Rivière... n'étaient pas du département. Vautier, de Larmeillère étaient des Lyonnais. Une langue de terre séparait l'étang de Berre de celui Bolmon. Là, un riche industriel marseillais avait fait construire une magnifique villa. Par la gare de Marignane, « toute la *gentry* marseillaise » l'y rejoignait pour des battues de plusieurs centaines de pièces. Le propriétaire de l'étang de Bolmon afferma sa chasse en 1890 pour 1 200 francs à une société. Celle-ci organisait huit battues hivernales. Annonçant le jour, des affiches étaient posées à Marseille, Aix, Arles. On arrivait la veille, envahissant les auberges ou campant sur les bords de l'étang. N'étaient les accidents, c'était jour de fête. Les Marseillais versaient chacun dix francs et pouvaient ainsi s'avancer sur plusieurs dizaines de bateaux et barrer l'étang. Ils auraient ainsi tué 11 000 foulques ou macreuses en 1891. Lors de la première chasse de la saison 1894-1895, les chasseurs, qui tiraient au sort leur embarcation, auraient abattu 3 261 foulques, lesquels étaient ensuite partagés. Reste qu'à l'approche de Noël, en souvenir d'une très vieille coutume, les habitants de Marignane bénéficiaient d'une battue gratuite ¹³⁸.

- 39 Était enfin inaugurée en 1904, sur la commune de Noyelle-sur-Mer, à deux pas de la baie de Somme, par le vicomte Henry de Brossin de Méré, la « hutte aux 400 coups ». Déjà propriétaire de savonneries à Marseille, cet actionnaire de la Compagnie des chemins de fer du Nord, qui avait probablement noté que la ligne Paris-Calais traverserait le marais, en avait fait un petit palais dédié à la chasse ¹³⁹.

Une image de la chasse au marais qui se transforme

- 40 Avec la « hutte aux 400 coups », ses chambres et salle de bains, la chasse au gibier d'eau avait pris une toute autre tournure. Reflet exacerbé d'une recherche supplémentaire de mondanité, elle n'avait plus qu'un lointain rapport avec la quête quotidienne de l'autochtone. Elle nourrissait aussi l'argumentation de ceux qui la dénigraient. Car les avis divergeaient. Pour les uns c'était la plus belle des chasses, celle des « endurcis », en raison des dangers ¹⁴⁰ ; pour les autres, elle se résumait à un vulgaire « pataugeage » ¹⁴¹. Tel lecteur du *Journal des chasseurs* n'imaginait pas de plus intense émotion que dans sa « marécageuse Normandie, vers l'embouchure de la Seine » ¹⁴². Pour Ernest Bellecroix, le rédacteur en chef de *La Chasse illustrée*, qui ne méconnaissait pas les implications mondaines ou relationnelles des chasses en société de l'Île de France, c'était « autre chose » car elle cumulait, surtout si le marais était proche de la mer, la traque de jour ou celle, nocturne, du gibier sédentaire et de la sauvagine ¹⁴³. Témoignant de cette forme d'exclusivisme, un chasseur charentais allait encore plus loin, moquant les « Nemrod au petit pied... Un sport répugnant pour les snobs... Les hécatombes des chasses réservées seules conviennent à ces gentlemen... On y chasse en habit lors de ce massacre des innocents. Comment voulez-vous que ces mazettes aient le robuste courage de compromettre leur précieuse santé en s'aventurant dans nos marécages... La chasse au marais n'est pas faite pour les aigrefins, les efféminés. Il faut un tempérament solide, du jarret, de la patience, du coup d'œil et un bon chien ». Et de comparer le solide campagnard qui, accompagné de son rustique demi-épagneul de Pont-Audemer, ne revient jamais bredouille, avec le « joli monsieur qui attend le perdreau bienveillant envoyé par les rabatteurs », « l'élégant sportsman, le chasseur des villes avec son chien de belle race anglaise ». Le premier a de la résistance, de l'adresse, du sang-froid ; « Homme évidemment primitif », il peine et fatigue, se soucie d'abord de ses pieds. Le second remet sa cravate et se préoccupe de ses beaux habits ¹⁴⁴.

- 41 Sentiment de liberté, appel du large, familiarisation avec le rivage, tout contribuait à distinguer le chasseur des zones humides. Du reste, Jean Richepin utilisait bien la liberté des « oiseaux de passage » pour dénoncer le gras bourgeois de basse-cour ¹⁴⁵. Lorsque Ernest Bellecroix évoquait « vos fermiers chasseurs », il semblait considérer que le chasseur des villes arrivait sur ses terres pour pratiquer une chasse bien moins rustique. Issus du « peuple », les premiers auraient marqué leur intérêt pour le gros gibier, tiré de préférence la nuit, le moment de loisir du travailleur rural. Peu téméraires, les seconds auraient traqué de jour... le petit gibier. Autre distinction pour la chasse de nuit, l'individu du cru se serait contenté d'un « tonneau » composé de quelques planches et de paille, quand l'impétrant se glissait dans une sorte de caisse « aristocratique ». Totalement fermée, on ne pouvait y pénétrer que par l'arrière. Une ouverture munie d'une tirette permettait le tir à l'avant. Un matelas et des couvertures, voire la possibilité de fumer apportaient un confort de « sybarite » que l'indigène ignorait superbement ¹⁴⁶. C'est pourquoi Louis Ternier voyait en l'arrivée de tout ce confort dans les gabions la fin d'une certaine chasse ¹⁴⁷. « Maintenant, il est de bon ton pour les Parisiens d'avoir sur la côte normande ou bretonne un gabion pour les amis », précisait-il ¹⁴⁸.
- 42 Peu à peu, les huttes avaient donc envahi le littoral de la Manche. Les aubergistes de la région de Tancarville louaient, notamment aux habitants du Havre, les gabions qu'ils avaient construits près des mares ¹⁴⁹. Se construisaient de plus en plus des étangs artificiels ¹⁵⁰. Sur les falaises du pays de Caux où les canards et les limicoles ne s'arrêtaient pourtant pas, on ne cessait d'établir dans la dernière partie du siècle gabions et mares artificielles ¹⁵¹. S'affirmait définitivement la réputation de la baie de Somme ¹⁵². Songeant notamment à l'embouchure de l'Orne, tel auteur écrivait en 1914 : « Le littoral de la Manche est parsemé de huttes et de gabions qui rappellent les nombreux corps de douanes gardant nos côtes » ¹⁵³.
- 43 Lié à la civilisation des loisirs et à la généralisation du repos dominical, le déplacement cynégétique du bourgeois s'était développé ¹⁵⁴. Tandis que le conseil général de Seine-Inférieure avait formulé le vœu d'une ouverture le 1^{er} août, le préfet avait pris un arrêté l'ouvrant le... 14 juillet 1906 ¹⁵⁵. En revanche, le retour à une concordance entre la fermeture de la chasse ordinaire et celle au gibier d'eau déclencha une campagne de pétitions. Tout comme en 1900, près de 250 chasseurs réclamèrent auprès du conseil général un temps de chasse au tir s'étendant du 15 août au 30 avril ¹⁵⁶.
- 44 Favorable aux chasseurs au gibier d'eau, cette évolution n'était pas sans créer des tensions avec les autres chasseurs. En avril 1909, s'était formée au Havre la Société amicale des chasseurs au marais. Son article 2 avait beau stipuler qu'elle n'était pas seulement ouverte aux spécialistes de cette chasse, son but était bien de faire pression pour obtenir d'avantageuses dates d'ouverture ¹⁵⁷. En cela, elle semblait s'opposer à la Société des chasseurs de l'arrondissement du Havre, dont le président, M. de Coninck, avait contesté la nature marécageuse des surfaces allant du Hoc à Tancarville. Pour, lui le marais n'était plus qu'à l'état de souvenir ¹⁵⁸. Les drainages consécutifs à la construction du canal l'auraient transformé en plaine, où se rassemblaient lièvres et perdrix. Autrement dit, une ouverture pour le gibier d'eau durant l'été signifierait leur destruction prématurée ¹⁵⁹. Avec l'ouverture fixée au 14 juillet, cette question du *marais* de Tancarville prit en 1913 un tour encore plus aigu. Désarmée, la direction générale des Eaux et forêts s'en remettait aux tribunaux pour en déterminer la réelle nature. Elle ne pouvait que tenter de s'opposer à la prolongation de la chasse durant les quinze premiers jours d'avril, mais le conseil général fit la sourde oreille, arguant du caractère

« intéressant » du passage à cette époque et fort, une nouvelle fois, de l'exemple de l'Eure et du Calvados ¹⁶⁰. À la veille de la guerre, en Seine-Inférieure, on pouvait donc chasser le gibier d'eau jusqu'au 15 avril, sous prétexte que le petit gibier ne passait qu'après le 31 mars ¹⁶¹.

De la privatisation des zones humides de chasse

- 45 La réduction progressive ou annoncée des zones humides, l'amélioration des armes avec l'apparition du fusil Lefauchaux qui se répandit à partir des années 1860 ¹⁶², le développement des moyens de transport et la démocratisation de la chasse, c'est-à-dire l'augmentation constante du nombre des porteurs de permis ¹⁶³, conduisirent inévitablement à un questionnement sur la pérennité de la chasse au gibier d'eau. Resurgit donc constamment le discours sur la diminution du gibier. « Il y a trop de chasseurs, de *chassaillons* qui tirent en tous sens ; là, où autrefois du côté de Cognac, on abattait 40 ou 50 pièces, on rev[ien]t à présent bredouille », déplorait ce chasseur de Saintes ¹⁶⁴. Au début des années 1900, les chasseurs qui fréquentaient la baie de Somme se plaignaient de la diminution du gibier. En étaient rendus responsables le trop grand nombre de chasseurs, les assèchements, et inversement les surfaces reprises par la mer ¹⁶⁵. Avertis par le télégraphe, répétait-on, les chasseurs multipliaient leurs déplacements au devant du gibier. D'où la volonté de certains de limiter les temps de chasse (du 15 février au 1^{er} septembre) et d'interdire totalement les procédés autres que le fusil ¹⁶⁶. L'apparition de canots automobiles à l'embouchure des fleuves ou en mer était souvent incriminée ¹⁶⁷, les hutteurs de la Somme jugeant leur action trop destructrice ¹⁶⁸. Des chasseurs normands se plaignirent même de l'utilisation du canon par certains individus ¹⁶⁹. Les lumières des phares auraient aussi causé des dégâts. C'est ainsi qu'à Gattilier, sur la Manche, les oiseaux aveuglés se jetaient sur les murs et tombaient au sol où des « chasseurs » les récupéraient avec des épuisettes ¹⁷⁰.
- 46 En fait, cette diminution frappait davantage les chasses banales. Les plus fortunés, en revanche, pouvaient s'offrir des actions de chasse sur des territoires loués soit par des particuliers, soit par des communes et parfois l'État en bord de mer, notamment en baie de Somme ¹⁷¹. En Camargue, on rencontrait, nous l'avons vu, plusieurs chasses gardées entre les mains de gros industriels marseillais ou lyonnais, si bien qu'on y tirait les oiseaux surtout le week-end ¹⁷². À la veille de la guerre, 50 des 111 communes des Bouches-du-Rhône abritaient 265 chasses gardées (73 144 hectares en tout), dont 116 étaient louées. En 1927, sur les 150 principales chasses gardées, 35 se trouvaient en Crau et 24 en Camargue ou dans le Plan de Bourg ¹⁷³.
- 47 L'État fut longtemps le plus grand pourvoyeur de chasses locatives. En Seine-Inférieure, sous la monarchie de Juillet, l'administration des Eaux et forêts mettait déjà aux enchères une dizaine de cantonnements sur la Seine, de plusieurs kilomètres de long chacun, non seulement pour la pêche fixe, mais aussi pour la chasse des oiseaux aquatiques. D'une durée de cinq ans, les baux ne dépassaient pas quelques dizaines de francs ¹⁷⁴. Dans ces conditions, les canards présentaient une source de profits non négligeable, laquelle entraînait en ligne de compte pour l'évaluation des baux ¹⁷⁵. C'est probablement une des raisons pour lesquelles les préfets de Seine et de Seine-Inférieure autorisaient la chasse toute l'année en barque et au fusil. Il en allait des intérêts de l'État. Contre finances, les mêmes facilités s'appliquaient à la Loire et à la Saône, sur laquelle on utilisait avec succès de petits bateaux, appelés « nagerets » ¹⁷⁶. Une orientation largement saluée par le *Journal*

des chasseurs. L'arrêté du préfet de la Seine donnerait satisfaction aux fermiers de la pêche, un plaisir qui profiterait aussi au marchand et au consommateur parisien. D'une part, la préservation des intérêts des locataires profiterait aux caisses de l'État, d'autre part l'agriculture n'en souffrirait pas étant donné l'interdiction de chasser sur les berges. Parisiens pour la plupart, les fermiers verraient leurs plaisirs ménagés, tandis que les autres chasseurs n'auraient pas à déplorer la destruction du gibier de plaine, objet d'une particulière attention auprès de la rédaction de ce journal d'abord voué à la vénerie. Le « véritable », le seul qui méritait l'attention, c'était bien celui que n'atteindraient pas les chasseurs embarqués. Peu lui importait donc la possible diminution du gibier d'eau le long du fleuve. D'où le regret que le préfet de Seine-et-Oise n'eût pas agi de la même manière, car de cette distinction risquaient de naître des abus ¹⁷⁷.

- 48 Dans les estuaires des fleuves, l'État louait aussi des terres qui, de moins en moins inondées, s'étaient stabilisées. D'abord proposées aux riverains à un prix donné, elles étaient mises en adjudication en cas de désaccord ¹⁷⁸. En baie d'Authie, l'administration des Domaines louait ainsi des emplacements pour installer une hutte et creuser une mare ¹⁷⁹. Sur le littoral picard, dans la baie de Somme, il en était de même, chaque fermier devant cependant, pour s'établir, respecter une distance de 300 à 400 mètres par rapport aux huttes voisines ¹⁸⁰.
- 49 Les marais communaux faisaient aussi des envieux, dans la mesure où bien des communes rurales s'étaient efforcées de les maintenir, soit en les conservant de longue date, soit en acquérant des parcelles. La dispersion des biens nationaux avait donné lieu aux premières opérations. Ensuite, lors de l'établissement du cadastre, on avait procédé à des échanges. La jouissance de ces quelques hectares permettait le parcours du bétail à la belle saison et la récolte d'un foin d'un second ordre. Elle avait aussi favorisé l'établissement de nombreuses huttes. S'en était accrue la rivalité avec les chasseurs « au cul levé » ¹⁸¹.
- 50 Or, l'un des arguments des défenseurs de la loi de 1844 portait sur la clarification des conditions de la chasse au gibier d'eau. Ainsi encadrée et déterminée, elle donnait le champ libre aux locataires du droit de chasse des marais communaux. Auparavant, elle ne bénéficiait pas d'ouverture spécifique. La location du droit de chasse dans les nombreux marais communaux constituait un trop gros apport pour les communes pour que ces aspects ne soient pas pris en compte ¹⁸². Les 120 hectares des marais d'Abbeville rapportaient ainsi à la fin du Second Empire 376 francs à la ville, pendant que le droit de pacage s'élevait, il est vrai, à 3 049 francs ¹⁸³.
- 51 Constitués de « prairies basses à fond solide fréquemment inondées », les marais normands appartenaient soit à des particuliers, soit à des communes. Sur les premiers ne poussaient que des *laïches*, sortes de petits roseaux n'offrant qu'une maigre nourriture. Les seconds, en revanche, se présentaient sous forme d'immenses pâturages profitables aux bestiaux, si bien que la location du droit de chasse de certains d'entre eux leur aurait fait perdre de la valeur en raison de la limitation du séjour des bestiaux ¹⁸⁴. Dans les Landes et en Gironde, les communes louaient les bordures des étangs et lacs dont elles étaient propriétaires. Contre une taxe municipale, le fermier pouvait installer une hutte, à charge pour lui de respecter, là aussi, une certaine distance par rapport aux voisines ¹⁸⁵. Sur les bords de l'étang de Lacanau, le marais de pêche pour les canards était loué avant et après la Première Guerre mondiale. Dans ce « tombeau des canards », le docteur Rocher, qui l'avait loué pendant trente ans, en aurait tué 2 000 en 1920, le plus souvent en compagnie de son garde, « le Brochet » ¹⁸⁶. Il n'était pas non plus rare que de modestes chasseurs camarguais se groupent pour parvenir à la location d'espaces collectifs ¹⁸⁷.

- 52 Enfin, au même titre que pour un bois, rien n'empêchait un particulier de louer son droit de chasse. Dans l'Aube, le dénommé Louis-François Brigeat à Piney avait ainsi obtenu du sieur Truelle-Mullet, propriétaire à Troyes, le droit de chasse aux canards sur ses étangs¹⁸⁸. Si dès le début du 19^e siècle existait bien dans la Dombes la pratique de la cession de son droit de chasse¹⁸⁹, le statut particulier des étangs conférait parfois au droit de chasse et à son utilisation une situation particulière. En cas de propriété collective, les différents propriétaires de l'évolage détenaient tous le droit de chasse pendant le séjour des eaux dans l'étang ; mais, comme sa jouissance commune posait problème, il paraissait plus sage d'en affermer le droit, le montant étant alors partagé entre tous. À l'inverse, les propriétaires de l'assec possédaient ce droit en commun sur toute l'étendue de l'étang, lorsqu'il était à sec, c'est-à-dire avant et après la récolte¹⁹⁰. À raison de 1 200 francs annuels, un propriétaire de la Dombes louait au début des années 1900 son droit de chasse sur environ 600 hectares, la moitié du territoire étant composée de cinq étangs, le reste de bois et de champs¹⁹¹.
- 53 Cette histoire des privatisations est à faire, ne serait-ce que parce qu'elle a très probablement joué un rôle dans la vie politique locale. Défenseurs d'un « patrimoine » et de traditions ne pouvaient que s'opposer aux pragmatiques qui tiraient profit de cette manne¹⁹². Face à de « petits chasseurs » pouvant avoir le sentiment de vivre une dépossession, guides en tous genres, hôteliers des littoraux ou gardes sortis du cru avaient bénéficié de ces évolutions, dont il faudrait aussi établir les rythmes nationaux et locaux. Il y a là des fissures dans lesquelles s'engouffrèrent parfois des individus en mal d'élection, dussent-ils pour cela minimiser, voire admettre implicitement le braconnage.

Du braconnage

- 54 Ne pas se préoccuper des limites de la chasse gardée, se moquer du garde constituait une réponse à cette privatisation grandissante, mais on aurait tort d'installer le braconnage comme une réponse à ceux qui voulaient se réserver les meilleurs territoires cynégétiques. La Dombes a toujours abrité ses braconniers¹⁹³. En Saintonge, depuis longtemps, ils utilisaient des lacets pour prendre canards, sarcelles et râles, des collets pour attraper les bécassines¹⁹⁴. En Normandie, ils partaient de nuit, munis de filets traîneaux¹⁹⁵. Dans les environs de Saint-Laurent-de-Caux, on dénonçait ainsi leurs expéditions hardies et nocturnes¹⁹⁶. Autant de témoignages qui donnent un caractère immémorial au braconnage¹⁹⁷. Mais, il est un fait qu'après 1844, il augmente mécaniquement, non seulement à cause de l'obligation du permis et du contrôle des procédés admis, mais aussi de l'apparition de strictes dates d'ouverture et de fermeture. Or, celles-ci prenaient à rebours le caractère inconstant du passage des migrateurs : le moindre changement météorologique risquait donc d'annuler la chasse. Ce qui est plus ou moins admis aujourd'hui ne pouvait l'être en quelques années, surtout lorsque cela succédait à presque un demi-siècle d'une grande permissivité. Dès l'ouverture de 1844, des tensions apparurent par exemple en Normandie où « le villageois sourit de l'innocence du citadin qui s'abstient ». Ne se préoccupant pas de la date d'ouverture, les habitants ou les riverains des marais normands avaient fait comme chaque année. À l'inverse, le bourgeois chasseur de Rouen aurait cru bon de respecter la loi, au risque de s'en mordre les doigts. « Il [le bourgeois] étouffe de chaleur et s'ennuie à la ville [...]. Son épagneul s'énerve et engraisse à l'excès »¹⁹⁸. De telles remarques cherchent aussi à légitimer les demandes des chasseurs pour obtenir une extension de leur temps de

chasse. Car, répètent-ils souvent au cours du siècle, notre seule présence sur les lieux de chasse suffit à faire fuir les braconniers. En période de fermeture, ce sont ces derniers qui en profitent, tuant, colportant et buvant le fruit de leur coupable activité dans les auberges. Reste que, dans l'Ain, l'ouverture légale pour certaines espèces entraînait des abus dans la mesure où l'on tirait sur d'autres gibiers¹⁹⁹. En Camargue, les petits chasseurs, titulaires ou non d'un permis, ne se privaient pas de pénétrer subrepticement dans les chasses gardées où le gibier abondait davantage. Cela démontrait aussi la témérité ou la largesse d'esprit de ceux qui se lançaient dans la location d'un droit de chasse²⁰⁰.

- 55 En 1850, le tribunal d'instance de Tarascon jugeait 90 délits de chasse concernant 105 individus et 6 délits de colportage de gibier ; celui de Marseille 69 individus. Toujours dans le ressort de Tarascon, en 1863, les condamnations (dont trois emprisonnements) touchaient 220 individus. L'année suivante, sur 186 individus, un seul fut emprisonné²⁰¹. Constamment victimes des braconniers, riches propriétaires camarguais et fermiers de la chasse réclamaient le renforcement de la répression et un durcissement des peines prononcées²⁰². Le caractère giboyeux des communes d'Arles et des Saintes-Maries attirait des hommes venus des arrondissements voisins pour se livrer, non pas seulement à un plaisir, mais à une véritable industrie. La dispersion des lieux d'habitat, les faux noms, les routes inondées durant l'hiver, tout contribuait à rendre inefficace le travail des trop rares agents de la force publique. Seuls, les gardes particuliers, largement rémunérés par les propriétaires ou les riches négociants marseillais locataires, parvenaient à dresser des procès-verbaux. Mal rédigés, incomplets, beaucoup restaient sans suite. Quant aux condamnations, se limitant à de simples amendes, elles étaient rarement réglées par des individus, déclarés le plus souvent insolvable grâce aux certificats d'indigence que rédigeaient généreusement les maires²⁰³. À propos de la Sologne, Maurice Genevoix a fort bien décrit cette configuration: « Et si quelques hommes, plus riches, accaparent le droit à la chasse, s'ils défendent leur droit avec l'appui des lois, des gardes qu'ils paient et qu'ils arment, des gendarmes en uniforme, des policiers habiles à se grimer, est-ce qu'ils n'est pas d'autres lois plus anciennes, qu'on chercherait en vain dans les codes, mais que les gars de Sologne connaissent bien puisqu'ils les sentent vivre en eux... »²⁰⁴
- 56 Cependant, la mise en parallèle de la cartographie marécageuse et de celle des délits de chasse ne fait pas apparaître de lien de cause à effet²⁰⁵. Sous le Second Empire, *Le Journal des chasseurs* soulignait ainsi que c'était dans les départements du nord qu'il y avait le moins de délits, et de citer le Pas-de-Calais, le Nord, l'Eure et la Seine-Inférieure²⁰⁶. Les chiffres du *Compte général de l'administration de la justice criminelle* pour 1892 (rapportés au nombre d'habitants) fait aussi apparaître des taux de délinquance cynégétique très faibles pour l'Ain, les Bouches-du-Rhône, la Loire-Inférieure, la Somme, l'Indre, autant de régions riches en zones humides. Il n'y a donc aucun lien entre la fréquence des marais et celle des délits constatés. On pourrait même y voir un effet inverse, comme si les individus chargés de réprimer faisaient preuve de mansuétude ou même d'incapacité²⁰⁷. Dans l'Hérault, par exemple, les cantons « montagnards » ont des taux de délinquance bien supérieurs aux zones maritimes qui comptaient de nombreux étangs²⁰⁸.
- 57 Il est vrai que la nature du sol constitue un paramètre non négligeable. C'est du moins ce qu'évoquait, avec une certaine satisfaction ou jubilation, un chasseur de Rouen. « Quel fonctionnaire ira s'engager sur ce sol marécageux, avec ses roseaux [...] cette écorce trompeuse [qui] recouvre un abîme de mort [...]. Dans le marais, le gendarme hydrophobe, déplacé, incompatible, serait humilié ». À l'inverse du gendarme qui aurait

eu peur d'être enseveli avec sa monture, le garde champêtre eût pu offrir un adversaire de taille. Mais, sensible à l'opinion publique ou craintif, songeant aussi à conserver sa place, il usait peu de sa connaissance du marais. Enfin, on ne lui accordait aucune fonction répressive en la matière. Dans la mesure où les récoltes n'étaient pas en danger au moment du passage de juillet, son action cessait. Garde messier, son rôle se limitait, disait-on, à la protection des récoltes, la rentrée des foinsonnant la fin de sa présence dans le marais ²⁰⁹.

- 58 De tout temps en Camargue, les forces de gendarmerie étaient parues bien lointaines. Venant pour la plupart d'Aigues-Mortes, seuls les gardes des grandes chasses privées offraient certaines garanties, en dépit des arrangements ou des règlements de compte. Mais l'immensité des territoires à surveiller n'empêchait guère l'autochtone d'y pénétrer ²¹⁰. Fréquents dans les journaux cynégétiques, les comptes rendus d'assassinats de gardes ou de gendarmes évoquent rarement les zones humides. Les nombreuses initiatives, qui débutèrent sous le Second Empire pour tenter de combattre cette criminalité, n'étaient pas destinées à lutter spécifiquement contre les actes délictueux dans les zones humides. Il s'agissait d'abord de protéger le gibier de plaine ²¹¹. Méritant donc des études plus fines, le braconnage au marais paraît sous-évalué en raison de la faiblesse de la répression.

Approches politiques

Contestation politique de la loi de 1844 sous la Deuxième République

- 59 Attaquée dès sa mise en place pour son caractère aristocratique, antilibéral ou antisocial, la loi de 1844 n'a pourtant pas été modifiée sous la Deuxième République ²¹². Parmi les nombreux reproches qui lui furent adressés à cette occasion, la question du gibier d'eau figurait en bonne place. Si, dans les Bouches-du-Rhône, à Eyguières, on voulait baisser le prix du permis de dix francs ou, à Maussane, sa suppression pure et simple, les 180 Tarasconais qui réclamaient le droit de chasser au filet pensaient bien aux oiseaux d'eau ²¹³. Il en était de même en Charente-Inférieure, où circulèrent en 1848 de nombreuses pétitions réclamant la gratuité du permis, au nom du « délassement du pauvre ». Mécontents de la loi, les habitants de Quillebeuf dans l'Eure évoquèrent les premiers temps, ce premier âge où chasse et pêche auraient constitué des droits naturels accordés à « l'être intelligent », une période bénie que la « civilisation » avait totalement transformée. Ils se disaient néanmoins prêts à verser dix francs pour conserver leur « seul plaisir ». Gage de bonne volonté, ils s'engageaient à ne chasser qu'au bord de l'eau, là où ne se trouvait aucune récolte. De leur côté, les « chasseurs sans fortune de Pont-Audemer » s'en prenaient à la « royauté philippiste » et à la « vengeance du tiron [sic] » qui avait permis au seul riche de manger du gibier. À Janville dans le Calvados, le maire avait obtenu une vingtaine de signatures pour dénoncer une loi aristocratique faite pour le riche et le noble et dont le but était finalement de priver le peuple du droit de chasse. Seul le retour à l'ancienne situation, quand, sans permis, il était possible de tuer les oiseaux de passage et le gibier d'eau, satisferait les ouvriers. Connaissant parfaitement le discours des contempteurs de la chasse populaire, celle des oisifs qui finiraient au bagne, ils avaient bien pris soin de préciser qu'elle ne se déroulait qu'à la période de la suspension des travaux agricoles. Du reste, à Tarascon, les pétitionnaires avaient mis en avant, eux aussi, la dureté de l'existence, la nécessité de l'oublier, et la possibilité de le

faire en allant à la chasse, ce qui limitait la fréquentation des cabarets ²¹⁴. Lorsque les habitants de Troarn (Calvados) réclamèrent tout à la fois l'ouverture de la chasse lors de la passée d'août et la gratuité du permis pour la chasse au marais, le conseil général reconnut volontiers que c'était une ressource pour les indigents, mais rétorqua significativement que cela leur causait « une perte de temps et une cause de fatigue ». Y consacrer tant de temps les détournait en outre d'une « occupation propre à leur fournir les moyens d'une existence plus assurée », d'autant qu'en août le ramassage des récoltes réclamait de nombreux bras ²¹⁵.

- 60 Au même moment, dans l'Aube, les chasseurs aux canards manifestaient leur impatience. En témoigne la pétition des habitants de Piney qui réclamaient l'autorisation de les chasser avant l'ouverture. Treize autres chasseurs contestaient l'interdiction de chasse en temps de neige sur les rives de la Seine, en raison de l'impossibilité d'utiliser des barques à cause du trop fort courant. Soucieux de ménager ces « notables », le préfet prit un arrêté les autorisant à s'écarter jusqu'à 100 mètres du bord des marais, étangs et rivières ²¹⁶... Le 20 janvier 1849, soixante habitants (dont le maire) de Fossoy dans l'Aisne s'en prenaient à l'interdiction de chasse de nuit ²¹⁷. De nombreuses pétitions virent aussi le jour dans l'Ain pour réclamer le droit de chasser les bécasseaux à tir et en bateau sur la Saône. Les habitants arguaient de l'autorisation existante sur la rive droite, en Saône-et-Loire ²¹⁸.
- 61 Si toutes ces manifestations d'impatience furent jugulées par une moindre répression durant les premiers mois de la République, ensuite il y eut une réelle reprise en main. Et, c'est bien dans ce contexte qu'il faut replacer les événements de La Chapelle-Basse-Mer. Le 12 janvier 1850, une cinquantaine d'habitants attaquaient les gendarmes qui venaient d'arrêter un chasseur qui, surpris sans permis, les avait menacés de son fusil ²¹⁹. Reflet d'un régime qui s'était durci, ces restrictions ou le refus de toute libéralisation semblaient avoir trouvé un écho dans les conseils généraux. Rejet donc dans le Gard, par les élus, d'une demande pour avancer la date d'ouverture du 20 au 10 août ; rejet aussi dans l'Aude, où les habitants de Narbonne réclamaient une fermeture plus tardive. Dans la Meuse, les élus ne semblaient pas décidés à assouplir les arrêtés préfectoraux. Au contraire signalait-on les abus occasionnés par la chasse au gibier d'eau. En ne l'autorisant que durant le temps de chasse ordinaire, le préfet revenait en quelque sorte à la supprimer, bien que, fort usitée, elle représentât une « ressource importante » pour les habitants. Aux yeux de certains conseillers, une telle suppression n'avait présenté aucun inconvénient. Mais il est vrai que l'ouverture avait lieu dès le 1^{er} août. Un exemple que M. Lepointe, conseiller général de Sainte-Menehould dans la Marne, reprenait à son compte pour demander l'ouverture dès le... 1^{er} juillet. Les restrictions en vigueur dans le département reposaient en fait sur l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1844, lequel avait fait suite à une délibération du conseil général du 29 août, ne réclamant aucune exception. L'année suivante, le 2 septembre, ce dernier avait réitéré sa position, en réclamant l'interdiction estivale de la chasse aux halbrans qui aurait occasionné beaucoup trop d'abus, mais avait aussi souhaité que la chasse aux canards puisse se faire jusqu'au 1^{er} avril, en bateau et nacelle, sur les rivières et les étangs.
- 62 Si cette évocation de l'existence de « libertés » chez le voisin était fréquente ²²⁰, demeurait aussi en vigueur le discours moralisateur portant sur l'oisiveté des classes populaires. Celle-ci conduisait les hommes au cabaret puis dans les voies du délit. « La chasse, assénait le conseil général du Calvados, ne doit jamais être considérée comme un moyen d'occupation utile, puisqu'elle n'offre pas cette perpétuité de travail que donne

l'agriculture, le commerce ou l'industrie ». Est-ce vraiment une ressource ? N'est-ce pas qu'une activité passagère ? Ne débouche-t-elle pas sur des habitudes de paresse et de débauche ? Ne relève-t-elle pas d'un esprit de gain facile, s'interrogeaient les élus de Haute-Saône ²²¹ ? Comme si le discours du président de juin 1849 sur les « méchants qui devaient trembler » avait eu un écho sur le regard porté sur l'oisif s'en allant chasser au marais. Si bien qu'il faudrait peut-être aussi examiner de plus près les réactions au coup d'État du 2 décembre 1851 dans toutes les zones où l'on chassait le gibier d'eau. Blache décrit ainsi la fin de Besson, un perruquier de Hyères, tué par les soldats au milieu des marais, où il chassait habituellement ²²². Sans oublier Jean Giono qui, bien plus tard, mit en scène un boucher de Bellegarde retrouvé à moitié mort dans le marais et enveloppé dans un drapeau d'insurgé ²²³. Enfin, ne faudrait-il pas analyser plus finement les manifestations qui eurent lieu à Vitrolles et Marignane en décembre 1852, suite à la proclamation de l'Empire ? Que se cachait-il derrière les cris de « À bas les Blancs ! Vive Ledru-Rollin ! » ²²⁴ ?

Tentatives électoralistes de réforme sous la Troisième République

- 63 La seule initiative du régime impérial fut la mise en place, en 1863, de trois zones pour les dates d'ouverture et de fermeture ²²⁵. Une initiative qui disparut sous la Troisième République et qui favorisa finalement les chasseurs. Plus libres de leur temps, avantagés par l'amélioration des moyens de transport, ils pouvaient aller d'un département à l'autre, faisant ainsi plusieurs ouvertures ²²⁶. Cela donne le ton de l'époque, car toutes les initiatives parlementaires s'attaquant aux questions cynégétiques allèrent pendant plusieurs décennies dans le même sens.
- 64 Dès 1871, deux représentants, Léopold Faye, député du Lot-et-Garonne, et Emmanuel Arago, des Pyrénées-Orientales, déposèrent ainsi une proposition de loi qui, si elle avait abouti, aurait *a priori* avantagé les propriétaires. Consistant en un paragraphe additionnel à l'article 2 de la loi de 1844, elle était censée leur accorder la plus grande liberté : « Il [le propriétaire] peut également chasser ou faire chasser, sans fusils, dans ses possessions non closes, les oiseaux de passage dont la nomenclature sera dressée dans chaque département par le conseil général, et ce dans tous temps, et à l'aide d'engins qui seront aussi déterminés par le conseil général » ²²⁷. Même s'il ne lui était pas *a priori* destiné, ce texte aurait pu, par glissement, redonner une grande liberté à la chasse au marais ou sur les lacs. Il aurait suffi, pour cela, que les élus accordent à certains gibiers d'eau le statut d'oiseaux de passage.
- 65 Ce premier échec ne freina nullement l'ardeur de députés, goûtant tout à coup les obligations électorales du scrutin d'arrondissement. Aussi n'est-ce pas étonnant si plusieurs élus bonapartistes de février 1876, derrière Ernest Dréolle, proposèrent la suppression pure et simple du permis de chasse. Le but recherché d'une telle initiative, de ce « nouvel engin électoral », fut proprement dénoncé par les républicains. « Je ne crois pas faire injure aux signataires de la proposition, en supposant qu'ils ont voulu faire une gracieuseté aux habitants des campagnes, et spécialement aux paysans bonapartistes qui les ont honorés de leurs suffrages... C'est une popularité à tout prix que vous recherchez, dites-le donc franchement... » ²²⁸ Or, l'implantation de tous les signataires n'est pas sans rappeler des zones de chasse en zones humides : les Charentes d'abord, avec le baron Eschassériaux, Jolibois, Gautier et Ganivet, et la Gironde avec Dréolle, Robert Mitchell et Clauzet, autrement dit des zones qui avaient déjà beaucoup pétitionné contre la loi de

1844 en... 1848²²⁹. Il ne s'agit pas de signifier que les petits chasseurs de ces départements côtiers votaient systématiquement pour les membres de l'*Appel au peuple*, mais de souligner qu'une fois élus ceux-ci n'oubliaient ni de les « remercier » ni de tenter de les fidéliser. Durant ces années 1870-1880, le bonapartisme avait certes bien d'autres implantations (en Corse, en Dordogne, avec le second Eschassériaux...) échappant à cette configuration, mais il est un fait que d'autres députés récidivèrent quelques années plus tard, pour obtenir l'instauration d'un permis spécial, au quart du prix en vigueur, lequel accorderait le droit de chasser les oiseaux de passage en bord de mer du 1^{er} décembre au 1^{er} mars. Or, les principaux signataires étaient des bonapartistes du Calvados : Le Provost de Launay et Delafosse, auxquels s'étaient joints, entre autres, Victor Hamille, député du Pas-de-Calais et le second Le Provost de Launay, élu des Côtes-du-Nord²³⁰.

- 66 Loin de se limiter à une tendance politique, qui après 1875 et la reconnaissance officielle de la République tirait ses dernières cartouches, cette prise en compte des « problèmes » des électeurs s'étendit à tous les autres partis. En proposant divers amendements au projet du sénat voté en 1886, notamment sur la gratuité du permis, le député royaliste vendéen Paul Leroux escomptait, lui aussi, conserver et entretenir son influence²³¹. Du reste, les différentes tentatives menées par de nombreux parlementaires franchement républicains visant à amender la loi de 1844 ou à obtenir certains « arrangements » répondaient bien à la même logique. Les députés Lesage, Breton, ... demandaient ainsi l'extension du territoire de chasse jusqu'à deux kilomètres du rivage²³².
- 67 Porphyre Labitte incarne bien cette manière de « s'impliquer ». Député de la Somme de 1876 à 1882, il chassait le phoque en baie de Somme avec un tel talent qu'on l'aurait nommé le « veneur des eaux courantes »²³³. Aussi présenta-t-il en 1881 une proposition de loi qui prévoyait un volet favorable à la chasse au gibier d'eau²³⁴. Dans son article 6, il proposait la création d'un permis à dix francs donnant la possibilité de chasser au tir en plaine, au bois et au marais, le dimanche et les jours fériés²³⁵. Élu sénateur, il ne cessa de jouer de son influence pour obtenir la révision de la loi de 1844, si bien qu'en 1886 le sénat adopta une proposition de loi dont l'article 11 accordait au préfet, « sur l'avis des conseils généraux et l'approbation préalable du ministre de l'Intérieur », le soin de prendre des arrêtés pour déterminer l'époque, les heures, la durée de la chasse des oiseaux d'eau et de passage, les modes et les procédés de chasse de ces différentes espèces. Si cela pouvait compléter d'une manière très libérale l'article précédent qui limitait le temps de chasse du lever au coucher du soleil, il s'agissait surtout de régler la question de la chasse de nuit. D'autre part, le paragraphe 5 de l'article 10 autorisait explicitement la chasse toute l'année, en mer et sur le rivage, « la limite étant celle de la haute mer »²³⁶.
- 68 Nombreux furent aussi les députés qui demandèrent des permis hebdomadaires ou journaliers favorisant les petites bourses. Non moins actifs furent ceux qui s'agitèrent lors de la discussion de la loi du 16 février 1898, qui transforma l'article 3 de la loi de 1844 comme suit : « Les préfets pourront, sur l'avis du conseil général, retarder la date de l'ouverture et avancer la date de la clôture à l'égard d'une espèce de gibier déterminée ». Pour eux, il s'agissait d'obtenir que les préfets soient tenus de suivre les délibérations des conseils généraux²³⁷. Mignon, député et conseiller général de Seine-Inférieure, s'excusait alors de ne pouvoir assister à la réunion de la commission chargée d'étudier au conseil général les modifications à apporter aux arrêtés du préfet²³⁸. Des esprits chagrins expliquaient aussi que les braconniers solognots étaient ménagés par les gendarmes, sous prétexte que ces « courtiers politiques » distribuaient des bulletins de vote²³⁹. En Camargue, on disait que les braconniers condamnés demeuraient cachés jusqu'à ce

qu'intervînt une amnistie ²⁴⁰. Peut-être faudrait-il aussi s'intéresser aux élus socialistes qui, à partir des années 1890, tentant de s'implanter dans le monde rural, abordèrent les questions cynégétiques ²⁴¹.

- 69 De manière non moins significative, à la veille de la guerre, était apparu le Syndicat central des chasseurs. Siégeant à Paris, au 14 de la rue Cadet, mais se voulant un rassemblement de comités locaux, son but était bien de trouver des appuis auprès des parlementaires et des conseillers généraux afin d'obtenir des subventions pour le repeuplement en gibier (comme les pêcheurs l'avaient fait). Avec l'appui de « 500 000 chasseurs », il se proposait de protéger la chasse démocratique, face à une privatisation croissante du droit de chasse, évolution qui, donnant le beau rôle à l'aristocratie de l'argent, avait tourné le dos à 1789 ²⁴². Deux visions s'affrontaient alors : celle de « spécialistes », des chasseurs aisés souvent, qui réclamaient une gestion plus rationnelle, et celle, moins soucieuse de réflexion, d'une chasse plus populaire, cherchant à obtenir d'immédiates satisfactions.
- 70 Bien des observateurs pointaient alors les trop grandes différences d'un département à l'autre ²⁴³. Louis Ternier, par exemple, ne cessait de combattre la décentralisation qui aurait mis les décisions préfectorales à la merci des influences politiques locales ²⁴⁴. Le départ de Mougeot, le ministre de l'Agriculture qui avait par ailleurs tenté de communaliser le droit de chasse, avait donc mis fin à une tentative de centralisation. L'électoratisme, le clientélisme auraient repris leurs droits. Reste que, lors du congrès de la chasse de 1907, Louis Ternier se présenta comme le porte-parole des chasseurs... de la Somme et des départements voisins, dont la première des revendications portait sur l'extension de la durée de la chasse jusqu'au 30 avril, un vœu voté, depuis plus de dix ans, par le conseil général en raison de la présence des marais communaux ²⁴⁵.

* * *

- 71 À la veille de la Grande Guerre s'était incontestablement développée une chasse mondaine en bord de mer et dans les meilleures zones humides de l'intérieur du pays. C'est peut-être la raison pour laquelle la question de la chasse de nuit demeurait plus ou moins en sommeil ²⁴⁶. Mais en donnant lieu à une production littéraire ou journalistique, ces mondanités cynégétiques (qui avaient cependant aussi leur part de « vérité »), masquaient en quelque sorte la réalité d'une chasse plus populaire qui perdurait. Plus profonde, nous l'avons vu, son ancienneté lui donnait pourtant de la légitimité. Sans cesse répétée, la démonstration de la dureté des conditions de son exercice était aussi censée lui donner du crédit. Elle avait su s'adapter à la nouvelle législation, le « suffrage universel » l'y aidant beaucoup plus que ses premiers et modestes organes de représentation. Bien que parfois en concurrence avec la chasse des « grands », elle avait aussi reçu l'appui de celle-ci. Après guerre, lorsqu'il fut question de voter une loi sur la chasse maritime qui risquait de remettre en question la grande liberté (nocturne ou non) dont bénéficiaient les hutteurs, ceux-ci décidèrent de s'unir pour obtenir des amendements. Cette « association de hutteurs et de chasseurs de gibier d'eau » s'efforça alors d'obtenir des promesses auprès des parlementaires. Le comité d'honneur fut composé de Ducrocq, le président du Saint-Hubert club de France, et de l'infatigable Ternier. Le prince de Monaco comptait parmi les membres. L'argumentation porta sur le caractère profondément « démocratique » de cette chasse, dont la future loi risquait d'entériner la fin. De très modestes individus bravaient le mauvais temps pour pratiquer

une chasse dure et brève dans le temps. Leur imputer la diminution du gibier était irrecevable, tant la douceur des hivers déterminant les migrations, les pollutions mazoutées, les assèchements de marais et l'utilisation des filets en Belgique jouaient un rôle néfaste. « Si la France, comme toujours, se sacrifie aux intérêts internationaux, l'Association usera de toute son influence », menaçaient ses porte-parole, pour que les autres pays soient conduits aux mêmes sacrifices ²⁴⁷. Pouvaient ainsi s'unir, du moins en apparence, des individus aux horizons sociaux fort différents, mais unis par une même « passion », de telle sorte qu'il apparaît bien difficile d'envisager, pour la chasse à la sauvagine et pour les zones humides, des destins séparés ²⁴⁸.

ANNEXES

Annexe

Ouvertures exceptionnelles pour la chasse au gibier d'eau

Départements	Fermeture au					Ouverture à partir du					Précisions
	15-3	31-3	15-4	30-4	15-5	15-6	15-7	31-7	15-8	30-8	
Ain											
Aisne											En bateau pendant l'été
Allier											À tir
Basses-Alpes											
Hautes-Alpes	???										
Alpes-Maritimes											
Ardèche											
Ardenne											
Ariège											
Aube											+ en bateau pendant été

Aude											Arrondissement de Narbonne, tir seulement
Aveyron											
Bouches-du- Rh.				20							
Calvados											Grèves de mer
Cantal			8								Seulement au tir
Charente											
Charente- Infér.											Oiseaux mer, tir, tous temps
Cher											
Corrèze											Tous temps, barques, huttes
Corse											
Côte-d'Or											
Côtes-du- Nord											Oiseaux de mer, tous temps
Creuse											
Dordogne											
Doubs											
Drôme											
Eure											
Eure-et-Loir											
Finistère											
Gard											
Haute- Garonne		25									Arrond. de Saint-Gaudens
Gironde											
Hérault											

Ille-et-Vilaine				22							
Indre											+ pluviers :mars, avril
Indre-et-Loire											
Isère											Ouvert jusqu'au 15 février
Jura											
Landes											
Loir-et-Cher											
Loire											
Loire- Inférieure				20			25				
Loiret											
Lot											
Lot-et- Garonne											
Lozère											Pas de réponse
Maine-et- Loire											
Manche											
Marne											+ canards pendant l'été
Haute-Marne											
Mayenne		20									
Meurthe-et- Mos											
Meuse			10					10			Tout l'été sans appelant
Morbihan									20		
Nièvre											

Nord											+ bords de mer en août
Oise											+ en bateau d'avril à juillet
Orne											
Pas-de-Calais											
Puy-de-Dôme											
Basses- Pyrénées			8								
Hautes- Pyrénées		25									
Pyrénées- Orient.											
Rhône											
Ter.-de- Belfort			12								
Saône-et- Loire											Tous temps sur Saône Doubs
Haute-Saône											
Sarthe											
Savoie											
Haute-Savoie											
Seine											Bateau, tir, tous temps
Seine- Inférieure											
Seine-et- Marne									10		
Seine-et-Oise											Bateau, tir, tous temps
Deux-Sèvres											
Somme											

Tarn											Pas de précision
Tarn-et-Garonne											Pas de précision
Var											
Vaucluse											
Vendée											
Vienne											Pas de précision
Haute-Vienne											+ halbrans pendant l'été
Vosges											
Yonne											

NOTES

1. Jean-Michel DEREK, « Pour une histoire des zones humides en France (17^e-19^e siècle). Des paysages oubliés, une histoire à écrire », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 15, 1^{er} semestre 2001, pp. 11-36.
2. Ainsi dans : Jean-Pierre DEROUARD, « Les marais communaux de la Basse-Seine aux 17^e et 18^e siècles. Le cas de la région de Duclair », dans *Études normandes*, 1988, n° 2, pp. 79-90. François Julien-Labruyère ne consacre que quelques mots à la chasse bien qu'il en fasse un titre de paragraphe : François JULIEN-LABRUYÈRE, *Paysans charentais. Histoire des campagnes d'Aunis, Saintonge et Bas-Angoumois*, La Rochelle, Rupella, tome 1, 1982, p. 467. Lorsqu'en 1927 Paul Masson rédige « La conquête de la Camargue depuis 1789 », pas un mot n'est consacré à la chasse au gibier d'eau. Seule sont citées la chasse à cheval et aux chiens du lapin et du lièvre, ainsi que la présence du vibre ou castor du Rhône. Paul MASSON, « La conquête de la Camargue depuis 1789 », dans *Centenaire de la société savante d'histoire et d'archéologie de Marseille*, 1927, pp. 83-143, p. 93.
3. Claude BUSINELLI, *La chasse du gibier d'eau: les échassiers*, Rennes, Ouest-France, 1986, p. 7.
4. Charles DIGUET, *La chasse au marais*, Paris, E. Dentu, 1889, p. 12.
5. Bibliothèque nationale (Bib. nat.), Lf262 65, *Statistique forestière*, 1878, volume 1, pp. 11-14. L'Ain venait en tête avec 25 824 hectares (1,4 % du département). Suivaient la Gironde (23 165 hectares), l'Hérault (20 173 hectares), les Landes (18 902 hectares), puis l'Indre-et-Loire avec 9 356 hectares.
6. Selon Chantal de Véronne, qui soulignait la difficulté à les comptabiliser, il y aurait eu 931 étangs en 1844 et 832 en 1846 : Chantal de VÉRONNE, *La Brenne. Histoire et traditions*, Tours, Gibert-Clarey, 1971, p. 15. Pour Maurice de La Fuye, une superficie de plus de 200 hectares définissait le « grand étang » et de citer : Grand-lieu, la Brière, Arcachon, les Landes dans la Creuse, Leucate, Berre, Château-Salins, l'étang de la Horne (325 hectares) en Champagne humide... Maurice de LA FUYE, *La chasse de la sauvagine en bateau*, Paris, Émile Nourry, 1930, pp. 29-30.

7. BERNARD, *Rapport fait à la Société sur le projet de M. Aristide Dumont pour l'assainissement de la Brenne*, Paris, Imprimerie centrale, 1856.
8. Alphonse TOUSSENEL, *Tristia. Histoire des misères et des fléaux de la chasse en France*, Paris, E. Dentu, 1863, p. 12.
9. Jean-Baptiste SAMAT, *Chasses de Provence*, Paris, Flammarion, 1896, p. IX.
10. L.L. GADEBLED (chef de bureau au ministère de l'Intérieur), *De l'application de la nouvelle loi sur la police de la chasse en ce qui regarde l'agriculture et la reproduction des animaux*, Paris, Garnier frères, 1845, p. 117.
11. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards sauvages et leurs congénères*, Paris, Firmin-Didot, 1907, p. 412.
12. Guillaume VASSE, *Cinquante ans de souvenirs de chasse*, Préface de Louis Ternier, Paris, Tchou, Imprimerie Maury, 2003, p. 18.
13. Georges CHABOT, *La Côtère orientale de la Dombes et l'influence de Lyon*, Paris, Presses modernes, 1937, p. 35.
14. Pour un exemple, voir la communication de : Nicolas ROUSSEL et Jean-Marie WISCART, « Le hable d'Ault aux 18^e et 19^e siècles : un espace incertain », dans *Colloque des 22-23 octobre 2004 à Amiens : Les bas-champs picards : enjeux entre terre et mer*. Pour une vue plus générale : Pol BELENFANT, *La délimitation du domaine public maritime au 19^e siècle*, DEA d'histoire du droit, Université Rennes 1, 1979.
15. L.L. GADEBLED, *De l'application de la nouvelle loi...*, ouv. cité, p. 109.
16. Léon AUCOC, *Les étangs salés des bords de la mer Méditerranée et leur condition légale*, Paris, Dunod, 1882, 30 p.
17. Paul MASSON, « La conquête de la Camargue... », art. cité, p. 91. Sur l'image de la Camargue, voir : Jean GIONO, *Ennemonde et autres caractères*, Paris, Gallimard, 1968, rééd. Folio, 2000, pp. 113-145.
18. ROGUET, *Notice sur le dessèchement du bassin de l'Aa*, Paris, Veuve Huzard, 1845.
19. Marcel DOLEZ, *Étude d'une association syndicale de dessèchement dans la région du nord de la France*, Caen/Lille, Imprimerie de H. Morel, 1907, pp. 217 et 243.
20. Abbé ALLAIN (présenté par Marcel Launay), *Un seul pasteur, un seul troupeau. La Brière catholique au 19^e siècle : le journal de l'abbé Allain*, Nantes, Reflets du passé, 1984, pp. 17-18, 34, 55, 63 et 65. Pour montrer l'enchevêtrement des tensions, on peut citer les nombreux incendies qui affectèrent les marais de Donges dans l'arrondissement de Savenay. Les autorités soupçonnaient les habitants du voisinage, sous prétexte qu'ils s'étaient opposés aux récentes opérations d'assèchement : Archives nationales (Arch. nat), BB/19/8, le procureur général de Rennes au ministre, 10 décembre 1847. Sur l'étendue de la Brière actuelle et l'expression : « Briéron est maître chez lui », voir : Marjan MONTI, *Nouveaux secrets de la Grande Brière. À la découverte de la France*, Sautron, 1986, p. 14 et p. 24.
21. Du reste, la Convention s'était bel et bien proposée d'éradiquer les étangs de tout le territoire de la République : Maurice MAIRESSE, *Économie rurale de la Sologne au 19^e siècle*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1905, p. 66.
22. M. de MARIVault, *De la Brenne et son avenir*, Châteauroux, Migné, 1845.
23. M. de TRAMBLAIS, *Considérations sur la Brenne. Extrait du discours prononcé le 15 octobre 1837 devant la Société d'agriculture de l'Indre*, Châteauroux, Migné, 1837, 38 p.
24. Maurice MAIRESSE, *Économie rurale de la Sologne au 19^e siècle*, ouv. cité.
25. Docteur PASSERAT, « Etude démographique sur 40 communes à étangs en Dombes de 1800 à 1906 », dans *Annales de la Société d'émulation de l'Ain*, 1906, p. 379.
26. Ainsi ceux de Saint-Mître à côté d'Istres durant les années 1840. En raison des épidémies incessantes, à plusieurs reprises, ils dégagèrent par la force une galerie qui permettait de vider l'étang de Pourra (qu'ils considéraient comme leur) dans les étangs d'Engrenier et de La Valduc qui se trouvaient à un niveau inférieur. Pendant plusieurs années, s'affrontèrent l'État qui avait

pris des engagements, les habitants, les compagnies industrielles et les grands propriétaires d'étangs : M. de Masin, M. de Galliffet... : Archives départementales (Arch. dép.) des Bouches-du-Rhône 2 U 1 1143.

27. Jean-Jacques VIDAL, « Gens des marais de la Petite Camargue », dans Jean NICOLAS [dir.], *Mouvements populaires et conscience sociale. 16^e-19^e siècle. Actes du colloque de Paris (24-26 mai 1984)*, Paris, Maloine, 1985, pp. 262-271.

28. Alain TEULADE, « La conquête des marais par le peuple de Posquières-Vauvert », dans Jean RIEUCAU et Gérard CHOLVY [dir.], *Le Languedoc, le Roussillon et la mer : des origines à la fin du 20^e siècle. Actes du colloque de Sète (8-10 juin 1990)*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 19-29.

29. Georges HELMLINGER, *La Dombes, les hommes et l'eau*, Bourg-en-Bresse, La Taillanderie, 1990, p. 53.

30. M. de TRAMBLAIS, *Considérations sur la Brenne...*, ouv. cité ; BERNARD (inspecteur général des Ponts et Chaussées en retraite), *Rapport fait à la Société sur le projet de M. Aristide Dumont pour l'assainissement de la Brenne*, Paris, Imprimerie centrale, 1856 ou encore : CATTINI (agriculteur à Valère), *Les petites passions à propos de la Brenne*, Poitiers, Oudin, 1862.

31. Louis Crombez affirmait que les récents assainissements avaient entraîné une augmentation de la population : Louis CROMBEZ, *Notice sur la commune de Vendœuvres-en-Brenne*, Châteauroux, Migné, 1861. Dans la même veine, dans : M.-C. GUIGU, *Essai sur la cause de la dépopulation de la Dombes et l'origine de ses étangs*, Bourg, 1857, l'auteur écrivait que les étangs constituaient la cause principale de la dépopulation. Défendant les assèchements, en mettant notamment en avant les primes d'État du chemin de fer, différents propriétaires expliquaient doctement que 60 hectares d'étang « tu[ai]ent un homme par an » : G.-P. de LA CHAPELLE à La Rouge et Saint-Éloi, RICHARD, propriétaire à Montellier, GUILLEBEAU, fermier et maire au Plantay et de MONTHEROT, propriétaire à Joyeux, *Dombes : Mémoire au conseil général du département de l'Ain*, Lyon, Imprimerie de Vingtrimier, 1862, p. 4.

32. Georges HELMLINGER, *La Dombes...*, ouv. cité, p. 25.

33. Docteur PASSERAT, *Etude démographique...*, ouv. cité, p. 356 ; F. BALAY et R. MILLEVOYER, « Dombes et Forez » dans Jean de WITT, *Chasse de Brière*, Paris, La Bonne Idée, 1935 ; Adrien FAVRE, *La Dombes aux mille étangs*, Meximieux/Bourg, 1979, pp. 12-16.

34. Alfred PEREIRA, *Amélioration de la Sologne : observations sur les moyens de l'obtenir*, Orléans, Imprimerie de Pagnerre, 1860, 20 p.

35. Louis-Nicolas GRANDEAU, *La Sologne à l'exposition universelle de 1889*, Orléans, Imprimerie de G. Michau, 11 p.

36. Maurice MAIRESSE, *Économie rurale de la Sologne...*, ouv. cité, pp. 137, 152 et 164-166.

37. Charles DIGUET, *Chasses de mer...*, ouv. cité, p. 22.

38. *Le Journal des chasseurs*, 15 juillet 1864, pp. 164-165. Des travaux de canalisation entre Villequier et Quillebeuf avaient débuté en 1847 : P.V. MORAINVILLE, *Description historique de Rouen et des principales villes du département*, Rouen, Imprimerie de Saint-Évron, 1854, pp. 217-218.

39. Paul BELLOST, *Le chasseur normand au gibier d'eau et aux oiseaux de passage dans la Seine-inférieure*, Rouen, août 1844, pp. 26-27.

40. R. VILLATTE des PRÛGNES, *Les chasses au marais*, Paris, Émile Nourry, 1929, p. 6.

41. Georges DUPLESSIS, *Simple notes sur la chasse au marais en Saintonge*, La Rochelle, Imprimerie nouvelle, 1900, p. 14.

42. Charles DIGUET, *La chasse au marais*, ouv. cité, p. 12.

43. Louis TERNIER, *La sauvagine en France. Oiseaux de mer, de rivières et de marais*, Paris, Firmin-Didot, 1892, p. 3.

44. Avant la Révolution, des dons ou des aliénations de marais communaux avaient néanmoins profité aux seigneurs : Jean-Pierre DEROUARD, « Les marais communaux de la Basse-Seine... », art. cité, pp. 79-90.

45. <http://vendee.lpo.fr/sites/lairoux.htm>.

46. Paul VIMEREU, *Chutt le hutteux. Roman des roseaux*, Amiens, Editions Edgar Malfère, 1927.
47. Georges CHABOT, *La Côtère orientale de la Dombes...*, ouv. cité.
48. Léopold LOUIS, *La chasse aux bécassines. Chasse au marais et au bord de la mer en Normandie*, Paris, Souves, 1887, p. 76.
49. C.-J.-B. GARRON de LA BÉVIÈRE, *Réplique à ses [M. Picquet puîné] nouvelles observations sur les étangs de Bresse en Dombes (3 décembre 1809)*, Bourg-en-Bresse, Imprimerie Bottier, 20 p.
50. Ch. Truchelut décrit ainsi cinq cas de figure, en fonction desquels la location du droit de chasse peut s'opérer : Ch. TRUCHELUT, « Chasse sur les étangs de la Dombes », dans *Annales de la Société d'émulation de l'Ain*, 1906, pp. 291-296.
51. La duchesse Anne de Bretagne l'avait en effet donné aux habitants, ce qui avait été confirmée en 1566 puis en 1784 : Jean de WITT, *Chasse de Brière*, ouv. cité ; Marjan MONTI, *Nouveaux secrets de la Grande Brière...*, ouv. cité, p. 18.
52. Albert GUIHAIRE, *La Brière en droit coutumier*, thèse pour le doctorat, Rennes, Imprimerie Simon, 1942, pp. 188-190.
53. Marjan MONTI, *Nouveaux secrets de la Grande Brière...*, ouv. cité, p. 14.
54. Le héron était par exemple un élément décoratif des tables seigneuriales qui accueillait aussi les canards et les poules d'eau : Geoffroy de GISLAIN, *La chasse à l'époque romane*, Tournus, Centre international d'études romanes, 1999, p. 44.
55. Bruno PENNA et alii, *Le marais Vernier : dix siècles d'évolution paysagère*, Caen, Annales de Normandie, 2003, p. 74.
56. *La nouvelle législation sur la police de la chasse. Annotée, commentée et mise à jour au 1^{er} janvier 1928. Loi du 3 mai 1844, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} mai 1924 et les lois postérieures. Textes et commentaires*, Paris, Charles Lavauzelle, 1928, p. 32.
57. D'abord, par arrêté du Directoire, le 16 juillet 1797, puis par celui du 4 mai 1802 qui imposa l'obligation d'une licence ou d'une adjudication pour pêcher sur les rivières navigables. En revanche, les riverains obtinrent, au détriment des communes, le droit de pêche sur les rivières non navigables, le 19 février 1805 : Louis RONDONNEAU, *Code de la chasse et de la pêche, contenant les lois, les arrêtés, les décrets...depuis 1789 jusqu'à ce jour*, Paris, Garnery, 1810, pp. 25-32.
58. Christian ESTÈVE, « Les tentatives de limitation et de régulation de la chasse en France dans la première moitié du 19^e siècle », dans *Revue historique*, janvier-mars 1997, pp. 125-164 ; Christian ESTÈVE, « La chasse dans les zones humides en France au 19^e siècle : premières approches », dans Colloque des 20-22 octobre 2005, Le Blanc : *Zones humides européennes : espaces productifs d'hier et d'aujourd'hui*, à paraître.
59. Voir les délibérations de la commission chargée d'étudier le projet de loi, qui avait été adopté par le conseil d'État le 21 mai 1873. Présidée par M. de Courcelle, son secrétaire était M. de Mornay : Arch. nat., C/2853. De la même manière, la loi du 16 février 1898 qui portait sur l'article 3 (« les préfets pourront, sur l'avis du conseil général, retarder la date d'ouverture et avancer la date de la clôture de la chasse à l'égard d'une espèce de gibier déterminé ») ne mentionnait pas le gibier d'eau : Lucien LARCHER, *Répertoire alphabétique du droit de chasse et sa jurisprudence*, Paris, Rousseau, 1902, pp. 296-297.
60. *La Chasse illustrée*, 1879, pp. 108-110.
61. Muriel GÉNY-MOTHE, *La chasse aux oiseaux migrateurs dans le sud-ouest. Le droit face aux traditions*, Aspet, PyrèGraph, 2000, p. 172 ; Georges MORAEL, *Chasse et braconnage. Manuel juridique du chasseur*, Paris, Pedone, 1897, pp. 47-48 ; Paul BROU, *La réglementation de la chasse au gibier d'eau*, Lille, 1920, (Cujas), pp. 58-59 et 95 ; *Synthèse des délibérations des conseils généraux en 1845* (Bib. nat., Lf³⁶ 90) ; *Délibérations du conseil général de Haute-Saône*, 1846, pp. 115-116 ; *Délibérations du conseil général de la Meuse*, 1846, p. 51.
62. Paul BROU, *La réglementation...*, ouv. cité, p. 42.
63. Arch. dép. Puy-de-Dôme, M 403, lettre de l'ingénieur au préfet, le 30 mars 1894.

64. Arch. dép. Aube, M 1470b, arrêté du préfet, le 10 janvier 1849 et M 1472, le préfet au ministre, le 7 janvier 1876.
65. *Le Chasseur, revue des bois, des champs et des eaux*, 1^{er} mars 1867.
66. Arch. dép. Vaucluse, 4 M 63 : le procureur de Carpentras au préfet, le 25 février 1906.
67. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, p. 37.
68. Paul BROY, *La réglementation...*, ouv. cité, pp. 37-38. Un arrêt de la cour de Rennes du 21 décembre 1925 établit ainsi que des individus qui tiraient des oiseaux de mer (avec un permis et en période exceptionnelle autorisée par arrêté du préfet), pouvaient être poursuivis s'ils se trouvaient sur des terrains non atteints par les grandes marées : *La nouvelle législation...*, ouv. cité, pp. 64-65.
69. *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1844, p. 258.
70. Pour R. Villate des Prûgnes, il ne faisait aucun doute qu'on pouvait chasser la sauvagine toute l'année sur les lais de mer : R. VILLATE des PRÛGNES, *Les chasses au marais*, ouv. cité, p. X.
71. Lorsqu'on examine, à propos de la Seine-Inférieure qui comptait pourtant de nombreuses zones aquatiques, les considérations qui jouaient pour fixer la date de l'ouverture, il apparaît que seul l'état des récoltes céréalières (sarrasin, avoine...) primait. Il n'était jamais question des productions fourragères des marais : Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 282.
72. L.L. GADEBLED, *De l'application de la nouvelle loi...*, ouv. cité, p. 109.
73. Charles DIGUET, *Chasses de mer et de grèves*, Paris, Marpon et Flammarion, 1886, pp. 259-266. Cet auteur affirmait que durant toute sa vie il avait chassé pendant l'été sur les bords de la Manche et de l'océan sans être inquiété, les gendarmes se contentant de lui demander s'il était muni d'un permis.
74. Henry BARTHÉLEMY, *Du droit de chasse et des droits du chasseur sur le gibier*, Nancy, 1901 (Cujas), p. 78 ; Paul MICHEL, *Du droit de chasse et de sa cession*, Caen, 1891 (Cujas), p. 385.
75. *Délibérations du conseil général de Gironde*, 30 août 1844, p. 84.
76. *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1845, ouv. cité.
77. C'est à cette occasion que le président de la commission de la chasse, Lemerrier, avait demandé des renseignements au ministre de la Marine. Dans sa réponse, ce dernier avait précisé que les préfets maritimes de Brest, Lorient et Cherbourg demandaient la gratuité. Par ailleurs, dans quatre arrondissements sur cinq, le fusil et les filets étaient autorisés : Arch. nat., C/5453, lettre du 28 février 1890.
78. Trois questions furent adressées aux différents préfets : comment distingue-t-on les oiseaux de passage et les oiseaux migrateurs ? Doit-on limiter le temps de cette chasse comme pour le gibier terrestre ? Y a-t-il lieu de faire une distinction entre la chasse en barque avec un fusil, au filet ou à la ligne et la chasse sur le rivage ?
79. Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283.
80. Pour ce qui suit, voir : Paul BROY, *La réglementation...*, ouv. cité, pp. 78-85.
81. Le 20 mars 1879, le tribunal de Saint-Malo acquittait un capitaine de vaisseau qui avait tiré sans permis. Le 25 janvier 1904, le tribunal correctionnel de Marennes prononçait un acquittement identique.
82. En 1984, le domaine public fluvial comprenait 1622 lots de chasse répartis sur 31 324 hectares et 10 418 kilomètres. Si 313 étaient en réserve, le maximum de lots loués se trouvait en Meurthe-et-Moselle avec 102 et 375 kilomètres : Claude BUSINELLI, *La chasse du gibier d'eau...*, ouv. cité, p. 17.
83. Paul MICHEL, *Du droit de chasse...*, ouv. cité, p. 383-384. Le décret du 28 avril 1862 avait substitué l'administration des Ponts et chaussées à celle des Eaux et Forêts pour assumer leur gestion.
84. Paul BROY, *La réglementation...*, ouv. cité, pp. 39-40.
85. Pour Louis Ternier, la « sauvagine » rassemblait les oiseaux de mer, de rivières et des marais : Louis TERNIER *La sauvagine...*, ouv. cité, p. 19. Mais au congrès de la chasse de 1907, il essaya

vainement de faire adopter les termes de « sauvagine » et de « chasse au marais » en lieu et place de gibier d'eau et d'oiseaux de passage : Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 728-730.

86. Cela occasionnait des chasses singulières, comme celle des loutres en rivière ou dans les marais du littoral, à l'aide de chiens courants puis de filets : comte de TINGUY, *La chasse aux loutres aux chiens courants*, Nantes, Émile Grimaud, 1895, réédité : Les Éditions du bout du monde, 1987.

87. *Délibérations du conseil général du Var*, 1844, p. 201.

88. Paul BROY, *La réglementation...*, ouv. cité, p. 24 ; Ernest PRAROND, *Les chasses de Somme*, Paris, Vve Bouchard-Huzard, 1858, pp. 24-30 ; *La Chasse illustrée*, 1878, pp. 107 et 123 ; Charles DIGUET, *Chasses de mer...*, ouv. cité, p. 29. Cet auteur (p. 77) en signale aussi (à ventre blanc) à côté de Sète.

89. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, p. 14.

90. Paul BROY, *La réglementation...*, ouv. cité, p. 21. *La revue des eaux et forêts* (1862, p. 180) précisait qu'elle entraînerait les récriminations des tendeurs ardennais, les faiseurs de pipée des Vosges et les « destructeurs » d'alouettes de l'Orléanais. Par ailleurs, la revue proposait ses propres tableaux, mais en faisant une distinction entre les oiseaux de passage du Centre-Nord et du Midi.

91. Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283, le ministre au préfet, le 4 décembre 1897. C'est pourquoi, dans l'article 2 de son arrêté du 2 février 1902, il prit soin de noter « gibier d'eau sédentaire et de passage », tout en ajoutant que les bécasses, outardes, cygnes, oies et canards étaient des oiseaux de passage pour lesquels la chasse était, elle aussi ouverte jusqu'au 31 mars. Cela lui permettait de préciser, dans l'article 5, que les huttes fixes ou roulantes, les appeaux et les appelants pouvaient être utilisés pour les « palmipèdes ».

92. Les élus réclamèrent seulement en plus la gratuité du permis pour ceux qui chassaient les petits oiseaux au filet, seul moyen d'existence pour le grand nombre de la « classe malheureuse » : Bib. nat., Lk₁₆ 42, *Rapport du préfet devant le Conseil général de Charente-Inférieure et délibérations*, 1844, pp. 105-106 et 269-270.

93. *Le Journal des chasseurs*, avril 1846, pp. 182-183.

94. *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1844, p. 92.

95. *Le Journal des chasseurs*, juillet 1846, pp. 278-281.

96. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, pp. 17-18. « Déjà, les douaniers de Saint-Georges-l'Abbaye ont frémi d'émotion en voyant rapidement passer sur la Seine, à mi-portée de fusil, les jeunes familles de canards du Nord que la coupe des foins a chassés des embouchures du Rhin, de l'Elbe et de l'Oder et de la Vistule » (p. 10).

97. *Rapport du préfet du Lot-et-Garonne devant le conseil général*, 1844, p. 112 ; *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1844, pp. 6 et 183 ; *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1845 ; Georges DUPLESSIS, *Simple notes...*, ouv. cité, p. 45 ; Charles DIGUET, *Chasses de mer...*, ouv. cité, p. 32 ; Ernest PRAROND, *Les chasses de Somme*, ouv. cité, p. 98.

98. Jean-Baptiste SAMAT, *Chasses de Provence*, ouv. cité, pp. 150-171 ; Comte B... de C..., « Un épisode de la chasse au marais dans la Camargue », dans *Le Journal des chasseurs*, juin 1846, pp. 250-252 ; Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, Paris, Éditions La bonne Idée, 1938, tome II, p. 158.

99. *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1844, p. 69 ; Maurice ENGELHARD, *Souvenirs d'Alsace : chasse, pêche, industries, légendes*, Paris, Berger-Levrault, 1882, p. 11.

100. *Délibération du conseil général du Calvados*, 1844, p. 120 ; Francin LEGRAND, *La chasse au gabion ou à la hutte*, Paris, L. Jouan, 1915, pp. 29-32 ; Ernest PRAROND, *Les chasses de Somme*, ouv. cité, pp. 101-102.

101. *Le Journal des chasseurs*, février 1846, p. 88.

102. L.L. GADEBLED, *De l'application de la nouvelle loi...*, ouv. cité, p. 111.

103. *Le Journal des chasseurs*, juillet 1846, p. 281.

104. *Délibérations du conseil général de l'Hérault*, 1844, p. 89 ; *Délibérations du conseil général du Gard*, 1844, p. 102-108 ; *Synthèse des délibérations des conseils généraux*, 1845.
105. *Délibérations du conseil général du Vaucluse*, 1844, p. 84. Très répandue dans le midi, la chasse au filet des petits oiseaux fut l'objet de nombreuses revendications car elle constituait « un plaisir et un revenu ». C'est pourquoi les élus du Gard demandèrent qu'ils fussent considérés comme « granivores » ce qui devait permettre leur chasse au filet comme dans le Vaucluse, l'Hérault et les Bouches-du-Rhône : *Délibérations du conseil général du Gard*, 29 août 1845, p. 80. Dans le même ordre d'idées, en Gironde, les conseillers d'arrondissement de Bazas et de Blaye réclamaient la transformation de la loi pour « restaurer une chasse innocente aux petits oiseaux » : *Délibérations du conseil général de Gironde*, 27 août 1845, pp. 58-59.
106. *Délibérations du conseil général de la Meuse*, 28 août 1844, pp. 91-100 ; *Le chasseur, revue des bois, des champs et des eaux*, 1^{er} mars 1867 ; *Synthèse des vœux des conseils généraux*, 1844, pp. 198 et 258.
107. Charles DIGUET, *La chasse au marais*, ouv. cité, pp. 199-200.
108. *Le Chasseur, revue des bois, des champs et des eaux*, 1^{er} mars et 1^{er} avril 1867.
109. Doit-on suivre *Connaissance de la chasse*, n° 281, septembre 1999, qui expliquait que « peu de chasseurs s'intéressaient à la sauvagine ».
110. Arch. nat., F/7/4218 ; Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 277.
111. Pierre AUCANTE et Marieke AUCANTE, *Les braconniers. Mille ans d'histoire*, Paris, Aubier, 1983, p. 100.
112. Laurence BÉRARD, « Chasse, agriculture et pêche en Dombes », dans *La chasse et la cueillette aujourd'hui. — Études rurales*, n° 87-88, juillet-décembre 1982, p. 156. Voir aussi Adrien Favre qui évoque « la demi-heure qui précède le lever du soleil ou qui suit le coucher » : Adrien FAVRE, *La Dombes...*, ouv. cité, p. 25.
113. Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, tome 2, pp. 120-131 ; *Le Journal des chasseurs*, juin 1844 et août 1846, pp. 313-317.
114. *Le Nouvel observateur*, 16 décembre 2004.
115. Georges DRIANT, *De la location du droit de chasse*, Nancy, Imprimerie nancéienne, 1906, p. 54.
116. Florian PHARAON, *La vie en plein air. Année cynégétique 1886-1886*, Paris, P. Ollendorf, 1887, p. 279.
117. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, pp. 24-25.
118. Arch. dép. Aube, M 1470a, lettre au préfet, le 21 juillet 1845.
119. Léopold LOUIS, *La chasse aux bécassines...*, ouv. cité, pp. 61-63 et 70.
120. Georges DUPLESSIS, *Simple notes...*, ouv. cité, lettre préface de F. Lamoureux.
121. Arch. nat., C.5560, dossier 400, lettre d'Emmanuel Boulet, membre de la chambre de commerce, le 2 août 1894.
122. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, p. 6.
123. *Délibérations du conseil général de l'Hérault*, 3 septembre 1847.
124. *Délibérations du conseil général du Calvados*, 1849, p. 166.
125. Arch. nat., C 2199, n° 137 : pétition de Boyer-Fonfrède, datée du 25 janvier 1844.
126. Albert GUIHAIRE, *La Brière en droit coutumier*, thèse pour le doctorat, Rennes, impr. Simon, 1942, p. 190.
127. Louis PEDRON, « Les plaisirs de la chasse aux canards », dans *La Chasse illustrée*, 14 février 1878, pp. 49-50.
128. Hilaire de LANGE de MEUX, « Le lac de Grand-Lieu », dans Jean de WITT, *Chasse de Brière*, ouv. cité.
129. Ernest BELLECROIX, *Les chasses françaises. Plaines, bois et marais*, Paris, Firmin Didot, 1880, pp. 70-72 et 87 ; Guillaume VASSE, *Cinquante ans de souvenirs de chasse*, ouv. cité, p. 23 ; Charles DIGUET, *Chasses de mer...*, ouv. cité, p. 24. Sur la chasse au Crottoy, voir aussi : *La Chasse illustrée*, 8 et 15 septembre 1907 ; Jean de WITT, *Chasse de Brière*, ouv. cité ; Jean-Baptiste SAMAT, *Chasses de*

Provence, ouv. cité, p. 166 ; Philippe CADET, *La chasse au gibier d'eau...*, ouv. cité ; *Le Journal des chasseurs*, 15 juillet 1864, p. 169.

130. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 423 et 387-400 ; P. REINE, dans docteur ROCHER, *La chasse des canards*, Bordeaux, Éditions de l'Orée, 1977, p. 430.

131. Sur ce personnage, fervent chasseur, voir : *Le Journal des chasseurs*, 15 juillet 1864, pp. 164-169.

132. Guillaume VASSE, *Cinquante ans de souvenirs de chasse*, ouv. cité, pp. 21, 28, 33, 49-50, 77 et 102.

133. L'empereur avait en effet acheté 3 500 hectares de forêt à La Motte-Beuvron : Jean-Christophe-Henri PILORGE, *La Sologne cynégétique : raréfaction du gibier naturel, ses causes, ses remèdes*, thèse pour le doctorat de vétérinaire, Alfort, 1985, p. 28.

134. Georges MARTIN, *La Sologne en 1850. Souvenirs d'enfance*, Paris, impr. Picard et Kaan, 1901, 32 p. De manière significative, Ponson du Terrail mettait en scène le riche Horace qui, propriétaire d'un petit castel le long de la ligne Orléans-Vierzon, consacrait beaucoup de temps à la chasse : Pierre-Alexis PONSON du TERRAIL, *La veuve de Sologne. Histoire d'un couteau de chasse*, Paris, Librairie centrale, 1866, 314 p.

135. C'est ainsi que, pendant qu'il descendait de son bateau, les deux coups de son fusil partirent et le blessèrent si gravement qu'il fut amputé : *La Sologne, journal d'annonces*, n° 31, 30 juillet 1857.

136. Adrien FAVRE, *La Dombes...*, ouv. cité, p. 16.

137. Jacques MAIRE, « La chasse bourgeoise citadine en Dombes. Déroulement et implication », dans *Visages de l'Ain*, mai-juin 1979, n° 163, pp. 9-13. Cette mainmise lyonnaise ou « étrangère » a perduré, à l'instar de Paul Bocuse qui avait acquis en 1975 les 75 hectares de l'étang de Montpellier : Jacques BÉAL, *À la hutte. Trois siècles de chasse au gibier d'eau*, Paris, Casterman, 1996, p. 16.

138. Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, tome 1, p. 94 et tome 2, pp. 148-150 et 158 ; Paul MASSON, *La conquête de la Camargue depuis 1789*, ouv. cité, p. 140 ; *La Chasse illustrée*, 2 mars 1878, p. 67, qui explique que le 26 octobre 1877, 4 000 pièces furent abattues ; Charles DIGUET, *Chasses de mer...*, ouv. cité, p. 79 ; Jean-Baptiste SAMAT, *Chasses de Provence*, ouv. cité, pp. 74-76 ; Paul MASSON [dir.], *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale. Tome 7 : L'agriculture*, 1928, Paris-Marseille, pp. 753-754. Bien avant cette installation « marseillaise », cette chasse donnait lieu à de véritables solennités. Pendant un mois, le pays était en liesse car la battue avait lieu le dimanche avant Noël. Considéré comme aliment maigre, ce gibier d'eau se retrouvait au gros souper du 24 décembre.

139. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 401-408 ; Jacques BÉAL, *À la hutte...*, ouv. cité, p. 14 ; *Connaissance de la chasse*, septembre 1999, n° 281. Guillaume Vasse la fréquentait : Guillaume VASSE, *Cinquante ans de souvenirs de chasse*, ouv. cité, p. 170.

140. *Le Journal des chasseurs*, 15 juillet 1864, p. 164 ; Charles DIGUET, *La chasse au marais*, ouv. cité, pp. 1 et 179-184. À propos d'une chasse le jour de Noël 1894, à Ouistreham, La Faucherie précisait : « Il fallait avoir de la moelle pour partir à cinq heures du matin » : *La Chasse et le tir*, janvier 1911, p. 11. Voir aussi, sur les morts et les blessés qu'occasionnait ce type de chasse : Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 653-654 et, à propos des sables mouvants vers Tancarville : Guillaume VASSE, *Cinquante ans de souvenirs de chasse*, ouv. cité, p. 41. Le bord de mer présentait bien des dangers en raison aussi des marées. Alexandre Dumas met ainsi en scène le père Gabion qui habite à Maisy, à quelques hectomètres de l'embouchure de la Vire, et qui prend ses grandes bottes pour se rendre dans les rochers balayés par les vents et les flots : Alexandre DUMAS, *La chasse de la sauvagine*, Paris, Cadot, 1858, pp. 37 et 233.

141. Ernest PRAROND, *Les chasses de Somme*, ouv. cité, p. 98.

142. *Le Journal des chasseurs*, 15 juillet 1864, p. 164.

143. Ernest BELLECROIX, *Les chasses françaises...*, ouv. cité, pp. 67-91.

144. Georges DUPLESSIS, *Simple notes...*, ouv. cité, pp. 15-18. On retrouve ce terme d'*efféminés* chez R. Villatte des Prûgnes qui rappelait, lui aussi, les rhumatismes, les pleurésies, la nécessité de se protéger avec des bottes de cuir et l'opposition entre une chasse au marais faite d'imprévu, et une chasse en plaine, se transformant en un massacre annoncé : R. VILLATTE des PRÛGNES, *Les chasses au marais*, ouv. cité, pp. 9, 16-17 et 26-27.
145. Cette *Chanson des gueux* lui vaudra à sa parution, en 1876, 500 francs d'amende et un mois de prison.
146. Ernest BELLECROIX, *Les chasses françaises...*, ouv. cité, pp. 72 et 82.
147. Louis TERNIER, *La sauvagine...*, ouv. cité, p. 287.
148. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, p. 398.
149. Charles DIGUET, *La chasse au marais*, ouv. cité, pp. 202-203.
150. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, p. 424.
151. Th. VINCENT, « Chasses traditionnelles en pays de Caux : le littoral », dans *Au pays des Calètes*, n° 14-15, 1990-1991, p. 42.
152. Voir l'une d'entre elles dans : *L'Illustration*, 4 décembre 1897.
153. Francin LEGRAND, *La chasse au gabion...*, ouv. cité, p. 25.
154. Du reste, les dates ordinaires d'ouverture et de fermeture étaient à présent toujours fixées un dimanche.
155. Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283. Il est vrai que dans l'Eure et le Calvados, l'ouverture était fixée au 14 juillet.
156. Le 12 septembre 1907, le préfet leur donna un début de satisfaction en fixant la fermeture au 15 avril (l'ouverture au 15 juillet), ce que le ministre de l'Agriculture ne goûta guère. C'est pourquoi, on revint par la suite au 31 mars. Dans son arrêté du 3 janvier 1912, le préfet de Seine-Inférieure ordonnait donc la clôture générale pour le 28 janvier et pour le gibier d'eau à la mi-mars, qu'il y eût ou non de la neige, à l'aide d'un chien ou non. Étaient donc autorisés sur « les marais non desséchés », les sifflets, les appeaux, les appelants vivants ou artificiels, les loges et les gabions. En revanche, il fallait se limiter à l'usage du bateau et une zone de 30 mètres sur les berges, étant entendu que les propriétaires riverains eussent accordé leur autorisation : Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283, arrêté du 3 janvier 1912.
157. Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 486.
158. À cette époque, Guillaume Vasse soupirait devant la diminution des marais, si bien que la chasse ne pouvait avoir lieu qu'au sud du canal. En raison des travaux qui avaient eu lieu sur la Seine pour ménager un abri aux torpilleurs, les quantités avaient selon lui diminué. L'État s'était mis à vendre ou louer des herbages. L'installation de bétail avait été accompagnée de celle des clôtures. La coupe des roseaux avait signifié la fin des abris pour les oiseaux : Guillaume VASSE, *Cinquante ans de souvenirs de chasse*, ouv. cité, pp. 58-59.
159. Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283 : le président au préfet, le 21 avril 1900. En 1906, devant le conseil général, le préfet rappelait l'existence de pétitions dénonçant les abus dont étaient victimes les perdrix et les lièvres. Du reste, la même société s'en prit en 1915 à une tolérance accordée aux individus qui se livraient sans le moindre permis, à la capture des oiseaux de mer à l'aide de « hérissons », une pratique dont se seraient aussi plaints les pêcheurs qui utilisaient leur présence au large pour repérer le poisson : Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283 : le président au préfet, le 23 février 1915.
160. Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283 : lettre au préfet, le 4 août 1913 et 2^e session de 1913 du conseil général.
161. *Le Chasseur normand*, 15 février 1914.
162. Sur les problèmes liés au mauvais fonctionnement des fusils, lors de prolifiques chasses aux canards et aux bécasses en Bretagne, voir : Frank DAVIES, *Chasse aux loups et autres chasses en Bretagne*, Pont-l'Abbé, Éditions Sked, 1991, pp. 267-281. Il existait aussi de formidables

canardières, pouvant peser jusqu'à 100 kilogrammes et mesurant 3 mètres : Georges HELMLINGER, *La Dombes...*, ouv. cité, p. 51.

163. *Le Chasseur, revue des bois, des champs et des eaux*, 15 mars 1867. Il y en avait plusieurs centaines de milliers à la veille de la guerre. En Seine-Inférieure, le nombre de porteur de permis approchait les 10 000 : 8 094 en 1893, 9 888 en 1910, 9 981 en 1911 : Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283 : délibérations du conseil général. En 1893, il y en avait 1 310 dans l'arrondissement de Dieppe, 1 987 au Havre, 1 288 à Neufchâtel, 2 450 à Rouen et 1 059 à Yvetot.

164. Georges DUPLESSIS, *Simple notes...*, ouv. cité, pp. 49-50.

165. Victor MAIRESSE, « La baie de Somme », dans Jean de WITT, *Chasse de Brière*, ouv. cité, p. 201.

166. Léonce DUPARC envoya ainsi sa *Note au sujet du gibier migrateur, des causes de sa disparition et des mesures législatives devenues nécessaires pour le conserver* (Annecy, mai 1890, 15 p.) à la chambre des députés : Arch. nat., C.5453.

167. LA FAUCHERIE, « La chasse au gibier d'eau », dans *La chasse et le tir*, janvier 1911, p. 11. Sur cette chasse, voir : Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 377-384.

168. *Bulletin du Saint-Hubert Club de France*, 1^{er} mai 1912 et 12 décembre 1919, p. 41. Pour obvier à l'absence de réglementation claire et précise, naquit en 1935 « l'Association des hutteurs et chasseurs de gibier d'eau », laquelle s'attaqua à la question des canots automobiles : comte de VALICOURT, dans R. ROCHER, *La chasse des canards*, ouv. cité, p. 449.

169. Alerté, le ministre de l'Agriculture répondit que la loi de 1844 était telle qu'il ne pouvait l'interdire : Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 283 : le ministre au préfet, le 21 juillet 1910.

170. Le tribunal de Cherbourg les acquitta le 6 mars 1913, arguant du fait que cette présence au pied du phare n'était pas un fait de chasse mais seulement un « acte préparatoire ». Le procureur fit appel et ils furent condamnés par la cour de Rouen le 29 mai 1913 : *Bulletin du Saint-Hubert Club de France*, 1^{er} juillet 1913, p. 182.

171. Georges COCU, *La chasse à la sauvagine. Treize années d'observations et de chasse à la hutte de l'estacade près de Saint-Valéry-sur-Somme (1912-1930)*, Amiens, Brandicourt-Boivin, 1931.

172. Marquis de BARTHÉLEMY, « La Camargue », p. 258 dans Jean de WITT, *Chasse de Brière*, ouv. cité.

173. Paul MASSON [dir.], *Les Bouches-du-Rhône...*, ouv. cité, pp. 753-754.

174. Arch. dép. Seine-Maritime, 7 M 518 : enchères du 18 décembre 1835 à la préfecture pour la période du 1^{er} janvier 1836 au 31 décembre 1840.

175. *Le Journal des chasseurs*, juillet 1846, pp. 278-280.

176. L.L. GADEBLED, *De l'application de la nouvelle loi...*, ouv. cité, p. 118.

177. *Le Journal des chasseurs*, mars 1845, pp. 244-245.

178. *La Chasse illustrée*, 1^{er} mars 1907. Pour l'époque actuelle, voir : *Cahier des charges fixant les clauses... sur le domaine public maritime...*, Paris, imprimerie nationale, 1987 : Bib. nat., FW pièce 2488.

179. M. de MOUTHIS, « La chasse en baie d'Authie », dans Jean de WITT, *Chasse de Brière*, ouv. cité.

180. Comte de VALICOURT, dans R. ROCHER, *La chasse des canards*, ouv. cité, p. 356.

181. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 410-411.

182. L.L. GADEBLED, *De l'application de la nouvelle loi...*, ouv. cité, p. 116.

183. Alexandre COURBET-POULARD, *Quelques études historiques, administratives et financières sur les biens communaux à Abbeville*, Abbeville, imprimerie de Briez, 1866, p. 86.

184. Ainsi à Lézarde, Mesnil-sur-Lillebonne, Gauville, Trait, Yville, Aureville, Hécouville, Berville... : Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, pp. 26-27.

185. R. ROCHER, *La chasse des canards*, ouv. cité, p. 331.

186. *Ibidem*, pp. 179, 201 et 212.

187. Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, tome 2, pp. 120-131.

188. Arch. dép. Aube, M 1470a, lettre au préfet, le 9 juillet 1845, dans laquelle il se plaint de ne pouvoir chasser avant l'ouverture.
189. Laurence BÉRARD, « Chasse, agriculture et pêche... », art. cité, p. 155.
190. A. RIVOIRE, *Coutumes et usages des étangs de la Dombes et de la Bresse*, 1881, réédition Trévoux, 1982, p. 78 (n° 244 et 245). Ancien juge de paix de Chalamont dans l'Ain, Rivoire avait rédigé vers 1840 un manuscrit portant sur les usages locaux.
191. Ch. TRUCHELOT, « Chasse sur les étangs de la Dombes », dans *Annales de la Société d'émulation de l'Ain*, 1906, pp. 291-296.
192. Il y aurait ainsi une recherche à mener dans le cadre du mouvement régionaliste de la fin du 19^e siècle. À cette époque, la Camargue devint le symbole du Félibrige, si bien que Mistral appelait la foulque « lou diable de mar » : Alain TEULADE, *La conquête des marais...*, ouv. cité.
193. Georges HELMLINGER, *La Dombes...*, ouv. cité.
194. Georges DUPLESSIS, *Simple notes...*, ouv. cité, pp. 27 et 41.
195. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, p. 18.
196. Arch. nat., C 2194, n° 165 : pétition de 80 habitants de Saint-Laurent et des communes voisines, datée du 4 janvier 1843.
197. Dans l'entre-deux guerres, on écrivait encore qu'au Sambuc, seuls l'instituteur et le curé n'étaient pas allés en prison pour braconnage : Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, p. 89.
198. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, p. 5.
199. *Pétition adressée à M. le Préfet de l'Ain par les chasseurs de l'arrondissement de Trévoux*, juillet 1865 : Bib. nat., SP 12441.
200. Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, tome 2, pp. 120-131.
201. Autour de l'étang de Berre, il y avait aussi des délits de pêche : dans l'étang de Belmont à Châteauneuf-les-Martigues en 1822. Vol de poisson aussi dans un étang par des patrons pêcheurs de Martigues en 1856 : Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 208 U 9/33 et 208 U 9/46.
202. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 2 U 1 169 : le procureur de Tarascon au procureur général, le 10 février 1858.
203. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 2 U 1 169 : le procureur de Tarascon au procureur général, le 2 mars 1865. Nicole Arnaud-Duc constate que vers 1865 les délits de chasse augmentent vers Martigues, et baissent vers Gardanne : Nicole ARNAUD-DUC, *La discipline au quotidien : la justice correctionnelle dans la Provence aixoise du 19^e siècle*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1997, p. 151. Dans l'entre-deux guerres, il était encore question de condamnés introuvables qui, à la longue, bénéficiaient d'amnistie : Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, p. 91.
204. Maurice GENEVOIX, *Raboliot*, 1925, Paris, Grasset, édition de 1953, Lausanne, p. 19.
205. Voir l'enquête de 1834 sur la présence de « marais » en France (Arch. nat., F/10/3731) à partir de laquelle Jean-Michel Derex a établi une cartographie départementale qu'il a eu l'amabilité de nous transmettre et les cartes de la délinquance cynégétique que nous avons publiées dans : Christian ESTÈVE, « Recherches sur la question cynégétique en 1848 », dans *Revue d'histoire du 19^e siècle*, n° 18, 1999, pp. 27-47.
206. *Le Journal des chasseurs*, décembre 1856, p. 68.
207. La lecture des nombreux dossiers de désarmement de braconniers en Seine-Inférieure à la fin du Premier Empire ne révèle jamais la réalité d'une chasse clandestine en milieu humide. Il est toujours question de bois, de champs, de mammifères, jamais de gibier d'eau : Arch. dép. Seine-Maritime, 4 M 279.
208. Marie-Renée SANTUCCI, *Délinquance et répression au 19^e siècle. L'exemple de l'Hérault*, Paris, Economica, 1986, pp. 158-159. Du reste dans les dix pages (pp. 156-166) qu'elle consacre aux délits de chasse, il n'est jamais question de gibier d'eau ou de marais.

209. Paul BELLOST, *Le chasseur normand...*, ouv. cité, pp. 8-9 et 12. Dans ces conditions, quelle était la part incombant aux zones humides lorsque la société des propriétaires et chasseurs de Seine-inférieure se félicitait d'avoir concouru à la « prise » de 169 braconniers et à la condamnation de 190 individus ? : *Le Journal des chasseurs*, mai-octobre 1866, pp. 268-269.
210. Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, pp. 87-89.
211. La première « association de lutte contre le braconnage » apparut à Reims en 1863. Chacun des membres versait 10 francs par an. Les sommes recueillies servaient à accorder des primes aux gardes qui verbalisaient ou à ceux qui détruisaient des nuisibles. La première année, 134 primes furent distribuées pour un total de 4 055 francs. Pour l'affût, elles s'élevaient à 60 francs, à 100 francs pour l'utilisation d'engins prohibés utilisés pour le gibier à plumes, à 75 francs pour leur détention... : *Le Journal des chasseurs*, 25 juillet 1863.
212. Christian ESTÈVE, « 1848 : petite chasse et république, le rendez-vous manqué », dans *Cahiers d'histoire*, tome 43, n° 2, 1998, pp. 301-323 ; Christian ESTÈVE, « Liberté et droit de chasse : au cœur ou en marge de l'insurrection de 1851 ? » dans Sylvie APRILE, Nathalie BAYON, Laurent CLAVIER, Louis HINCKER et Jean-Luc MAYAUD [dir.], *Comment meurt une République. Autour du 2 décembre*, Paris, Créaphis, 2004, pp. 327-348.
213. Arch. nat., C 2249, n° 3228, n° 3042 et C 2256, n° 4431.
214. Cette thématique était déjà apparue en 1844 au sein du conseil général de Charente-Maritime : *Délibérations de 1844*, pp. 269-270. On la retrouve ensuite chez Houyn de Tranchère, le représentant du peuple de Gironde qui fit un rapport devant le conseil général en 1851 : Bib. nat., Lk₁₆ 94 : Bordeaux, impr. Emile Crugy, 1851, p. 2.
215. *Délibérations du conseil général du Calvados*, 1848, p. 92.
216. Arch. dép. Aube, M 1470b, lettre de l'administration des forêts au préfet, le 31 août 1849 et lettre du 10 janvier 1849 et arrêté préfectoral du 11.
217. Arch. nat., C.2278, n° 6778.
218. *Délibérations du conseil général de l'Ain*, 1851, p. 56.
219. Service historique des armées de terre, Vincennes : F1 31 : rapport du 25 janvier 1850 (aimablement transmis par Aurélien Lignereux).
220. Ainsi en 1851, lors que les élus du Var souhaitèrent une ouverture ordinaire le 1^{er} août... comme dans les Bouches-du-Rhône, où pourtant elle ne devait ouvrir que le 15. Voir aussi : *Délibérations du conseil général du Gard*, 1849, p. 26 ; de l'Aude, 1851, p. 97 ; de la Meuse, 1850, p. 78 et 1851, p. 39 ; de la Marne, 1851, p. 199 ; du Var, 1851, p. 45 ; et des Bouches-du-Rhône, 6 septembre 1851, p. 412. Dès 1845, le conseil général du Var utilisait la même argumentation : *Synthèse des délibérations des conseils généraux*, 1845.
221. *Délibérations du conseil général du Calvados*, 1851, p. 384 et de Haute-Saône, 1851, p. 369.
222. Noël BLACHE, *Histoire de l'insurrection du Var en décembre 1851*, Paris, Le Chevalier, 1869, pp. 36-40.
223. Jean GIONO, *Ennemonde...*, ouv. cité, pp. 130-131.
224. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, 2 U 1 132, lettre du procureur général au ministre, le 17 décembre 1852.
225. Circulaire ministérielle du 4 juillet 1863 : Paul GAUCHER, *Réglementation du droit de chasse et spécialement du permis de chasse*, Paris, thèse Poitiers, 1903, p. 54. La chasse ouvrit donc le 14 août dans la première, le 30 dans la deuxième et 12 septembre dans la troisième : *Le Journal des chasseurs*, 18 août 1863. L'année suivante, il fut question de réduire à deux zones : *Le Journal des chasseurs*, 1^{er} juillet 1864. Le ministre adressa aux préfets une lettre circulaire dans laquelle il précisait que ce mode d'ouverture avait été bien accueilli par les chasseurs et les propriétaires agricoles. Il soulignait en outre les bienfaits de la date unique de la clôture de la chasse au tir pour le repeuplement du gibier et la répression. Enfin, il leur soumettait la possibilité de passer à seulement deux dates d'ouvertures : Arch. dép. Vaucluse, 4 M 63: circulaire du 4 janvier 1864.
226. *La Chasse illustrée* (9 août 1873, p. 219 ; et 1879, p. 263) regrettait par exemple cet abandon.

227. Arch. nat., C.2853, n° 550, séance du 26 juin 1871. Cette proposition fut retirée par les deux auteurs le 15 décembre 1874.
228. *Le Petit journal*, 4 avril 1876.
229. Christian ESTÈVE, *Petite chasse...*, ouv. cité. Ajoutons qu'aux début des années 1900, les chasseurs de Charente-Inférieure tentaient aussi de faire pression à propos de la chasse de nuit : *Le Journal d'acclimatation*, 22 mars 1903.
230. Arch. nat., C/3178. Sur les élus bonapartistes et leur implantation à cette époque, voir : Bernard MÉNAGER, *Les Napoléon du peuple*, Paris, Aubier, 1988, pp.275-309. Parmi les départements qui donnèrent en 1874 un nombre significatif de signatures sur des pétitions, figuraient en bonne place la Charente-Inférieure, la Gironde, la Seine-Inférieure et la Somme (p. 291).
231. Le 14 décembre 1889, lors d'une session extraordinaire, il demandait d'ajouter au paragraphe traitant de la chasse en bord de mer : « Le permis de chasse n'est pas exigé des marins inscrits qui chassent au filet sur le rivage de la mer. Ils sont tenus de se munir d'une autorisation spéciale et gratuite et délivrée par l'autorité maritime ». Le 8 mai 1890, il présentait un nouvel amendement : « La chasse en bateau sur la mer ou dans les cours d'eau en aval de la limite de la salure des eaux, et la capture des oiseaux sur le rivage de la mer, sans emploi d'armes à feu, sont régies par les lois sur la pêche maritime » : Arch. nat., C.5453.
232. Arch. nat., C.5634, n° 514.
233. Charles DIGUET, *Chasses de mer...*, ouv. cité, p. 29.
234. Paul MICHEL, *Du droit de chasse*, ouv. cité, p. 385.
235. Arch. nat., C.3307, dossier 342, n° 1.
236. Proposition de loi adoptée par le sénat en 1886 : Arch. nat., C.5354. Pour l'initiative de Labitte concernant la chasse sur mer, voir : Paul BROUY, *La réglementation...*, ouv. cité, pp. 15, 75 et 78-79.
237. *Revue des Eaux et forêts*, 1898, pp. 166-168. À peine élus, trois députés radicaux du Cantal (Brun, Hugon, Peschaud) mais aussi Lagusse réclament que les préfets prennent des arrêtés en se conformant toujours à l'avis du conseil général : Arch. nat., C.5634, n° 514. Il est vrai qu'ils s'intéressaient davantage à la grive et à l'alouette mais ils avaient pris soin de mentionner le temps de la chasse au gibier d'eau avec un fusil. En 1905, plusieurs députés déposèrent encore un texte, réclamant des préfets qu'ils suivent les avis des conseils généraux pour prendre leurs arrêtés.
238. Arch. dép. Seine-Maritime 4 M 283 : lettre au préfet du 18 août 1902. Citons aussi le sénateur Paulit qui avait transmis, le 7 décembre 1894, une lettre d'Emmanuel Boulet, membre de la chambre de commerce de Rouen, datée du 2 août 1894 et dans laquelle il demandait des facilités pour chasser au chien d'arrêt afin de préparer le concours international. Du reste, celui-ci avait déjà, en 1888, délivré une copie de son imprimé au sénat et à la chambre : Arch. nat., C.5560, dossier 400.
239. *Le braconnage en Sologne*, Orléans, impr. Ernest Colas, 1881, 4 p. (extrait du *Journal du Cher*, 29 octobre 1881).
240. Tony BURNARD et Joseph OBERTHUR, *Toute la Camargue*, ouv. cité, p. 91. Voir aussi à ce sujet : Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, pp. 726-727.
241. Christian ESTÈVE, « Le droit de chasse en France de 1789 à 1914. Conflits d'usage et impasses juridiques », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 21, 1^{er} semestre 2004, pp. 89-92 et 109-110.
242. *Le Chasseur normand*, 15 avril 1914.
243. Tels : Stéphane PETIT et B. de La GRYE dans *Revue des Eaux et forêts* (1886, pp. 150-154 et 350-358).
244. Jacques BÉAL, *À la hutte...*, ouv. cité, p. 79.

245. Louis TERNIER et Fernand MASSE, *Les canards...*, ouv. cité, p. 728. Relayant à cette occasion, les chasseurs du nord, *La Chasse illustrée* avait en vain essayé d'obtenir une fermeture à la fin du mois d'avril : 19 mai 1907, pp. 235-237.

246. Il fallut la loi du 1^{er} mai 1924 pour qu'apparût une définition. Or, elle fixait de manière ferme l'interdiction de la chasse à l'affût de nuit. « La chasse à l'affût est permise, à moins qu'elle n'ait lieu la nuit ». La « nuit » intervenait donc au moment précis où « l'œil ne discerne plus nettement les objets » : *La nouvelle législation...*, ouv. cité, pp. 30-31.

247. *Le Chasseur français*, 1935, n° 547, pp. 651-652 et janvier 1936, n° 550.

248. Dans un article de *La Revue nationale de la chasse* (n° 525, 26-30 juin 1991), intitulé « Le dernier refuge », on peut lire que le Marais-Vernier et la Grand'Mare ont été « conservés à grand peine par les chasseurs », dans la mesure où les 146 hectares de la Grand'Mare de Sainte-Opportune avaient été rachetés en 1956 par le Conseil supérieur de la chasse (prédécesseur de l'ONC). *Le Bulletin mensuel* de l'Office national de la chasse (1994, n° 189, 64 p.) relatait ainsi les actes d'un séminaire international au Marais-Vernier, intitulé « Restauration et gestion des zones humides ».

RÉSUMÉS

L'historiographie du monde rural dans la France du 19^e siècle lie le plus souvent les questions cynégétiques à celles de la forêt. Soit la chasse est envisagée en terme de droit d'usage, soit il est fait appel à la notion de voisinage pour aborder le problème des dégâts du gibier en plaine. L'emporte donc une vision juridique fondée sur la propriété : détention ou non d'un droit, responsabilité ou non d'un propriétaire. À l'inverse, la zone humide, peu attractive sur le plan humain et économique, est encore mal connue, et nul ne peut être désigné comme le propriétaire incontestable d'un gibier d'eau, sujet le plus souvent à la migration, et surtout rarement considéré comme un nuisible. La combinaison de ces deux incertitudes explique probablement l'oubli dans lequel se trouve l'histoire de cette chasse au gibier d'eau. Or, derrière l'apparente immuabilité des techniques de chasse, se dessinent, au cours du 19^e siècle, certaines transformations, dues à la difficile application de la loi du 3 mai 1844 et aux différentes évolutions sociales et politiques du pays.

Waterfowl Hunting in France in the 19th Century

The historiography of the French rural world during the 19th century generally links the history of hunting to the one of forests. Either hunting is explored by the study of hunting rights; either it is annexed to the question of neighbourhood and social relations in rural areas, with a focus on the problem of damages caused by game in plains. It is then a juridical vision of hunting practices, based on property rights and landlords responsibilities, that is mostly adopted by researchers. At the reverse, in humid lands, relatively less populated and less considered by economic interests, property rights are far more ambiguous, and alas not well known. In those areas, quite often nobody can be considered as sole landlord of the waterfowl, especially of migrating species. Moreover, the question of game nuisances has no importance here, and thus does not influence common laws and practices. This is certainly why the history of waterfowl hunting is still so ignored. Nevertheless, behind the apparent immutability of hunting practices, one can see, during the 19th century, important changes, due to the application of the law of May the 3rd 1844, and to the general evolution of social and political life of the country.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle